

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / AVRIL 2018 / N°468

Éditeur responsable : Jean De Brucker - CP 236 Campus de la Plaine ULB - Bd de la Plaine, 1050 Bruxelles - Bureau de dépôt : Bruxelles X - P 204036 - Mensuel - 2 € - ne paraît pas en juillet-août

Dossier

Esprit subversif, es-tu là ?

Rencontre avec

Pascal Picq

Série CPC

Désamorcer l'homophobie en classe



3 Édito

Esprit insoumis. SANDRA EVRARD.

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

«**La solution passera par les femmes.**» Le paléoanthropologue Pascal Picq reprend l'évolution là où Darwin l'a laissée et ose parler démographie. Une leçon d'humanité... et d'humilité.

JEAN CORNIL.

12 Libres ensemble

12 Héberger, résister. Ils et elles ont décidé d'offrir le gîte, le couvert et un peu de chaleur humaine. Et les visites domiciliaires n'y changeront rien. PIERRE JASSOGNE.

16 Tenir tête aux géants. L'humanisme n'est pas mort, il est numérique! Et selon l'historien Milad Doueihi, il nous pousse à une forme de servitude volontaire. Irrépressible? VINCIANE COLSON.

20 International

22 De la Syrie à l'Europe, l'éternel combat. L'histoire du jeune Kurde exilé qui refusait d'être un réfugié. Un récit personnel et universel. FRANCESCA PATTINATO.

26 Gangrène hongroise. Ça sent la corruption au pays des Magyars. Une «chance» pour l'opposition de voir tomber Orbán? Les urnes le diront. MARC SOIGNET.

29 L'immuable socle confessionnel. Quand religion, politique et géopolitique se mêlent et s'emmêlent... S'il est un pays où la laïcité relève de l'utopie, c'est le Liban.

SANDRA EVRARD.

32 Dossier Esprit subversif, es-tu là ?

À l'approche des 50 ans de Mai 68, on prend la liberté de se demander ce que notre quinqua a fait de ses idéaux de jeunesse. Ces grands slogans révolutionnaires qui fleurissaient partout, font-ils encore sens aujourd'hui? S'est-on vraiment délesté du poids de l'autorité, de la famille, de la morale et de la religion? Pensons et poussons ensemble!

68 École

CPC, épisode 4. Désamorcer l'homophobie en classe. Aimer un garçon ou une fille, un sujet sensible chez les ados. CÉDRIC VALLET.

70 Culture

72 Ah la vache! Le street artist Tom Herck s'est retrouvé cloué au pilori par une poignée de cathos pour sa vache sacrée crucifiée dans une église. Pourquoi tant de haine?

FRÉDÉRIC VANDECASSERIE.

74 Un monde qui swingue. Ou l'idée qu'une société qui fonctionnerait de la même manière qu'un groupe de jazz pourrait aspirer à un avenir meilleur. Vous avez dit utopie?

JULIE LUONG.

76 Quelle vie après la prison? Dans «La Part sauvage», Guérin Van De Vorst confronte réinsertion et tentation. SIGRID DESCAMPS.

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Dernière Cène. VÉRONIQUE BERGEN.

Esprit insoumis

Je l'avoue, je n'ai pas vécu Mai 68. Je suis née un chouïa après. Mais son « esprit » planait encore lors de mes premiers pas, jeans pattes d'eph' et chemise fleurie en prime. Avec cette sensation de tous les possibles, d'un saut d'époque où les libertés, les jougs émancipateurs, pouvaient faire reculer beaucoup de carcans. Du moins, c'est ce que mes parents m'ont dit. C'est ainsi que l'on « nous vend » le fameux Mai 68. Dans la foulée, le Centre d'Action Laïque voyait aussi le jour, avec des thèmes de circonstance : droits des femmes à disposer de leur corps, droit à l'éman-cipation de chacun.e, à vivre dans une société où l'ingérence des Églises serait moins prépondérante et *in fine* où la laïcité pourrait enfin être vécue selon des valeurs humanistes, basées sur le régime des libertés et des droits humains.

C'est encore dans cet esprit soixante-huitard que naquit le décret d'éducation permanente, en 1976. Sa nouvelle mouture, en 2003, pousse les organisations reconnues à développer chez l'adulte « une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société ; des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation (qui a dit « libre examen » ?) ; des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique ».

En réalité, beaucoup de combats entamés à l'époque nous sont resservis aujourd'hui comme une soupe... froide ? De là à penser que Mai 68 n'aurait été qu'une révolution de pacotille, menée par des « fil.le.s à papa », il n'y a qu'un pas... À ne pas emboîter. Car si les époques et les enjeux qui les traversent ne sont pas identiques, il est évident que maintenant, comme avant et peut-être encore demain, la vigilance reste de mise concernant de nombreux sujets chers à nos démocraties.

Qui aurait cru que le droit à pratiquer une IVG serait à nouveau remis en question dans de nombreux pays européens (sans compter dans le reste du monde) ? Qui aurait dit que l'égalité salariale ne serait toujours pas effective au XXI^e siècle ? Que les discriminations de genre, d'appartenance culturelle ou religieuse seraient encore si prégnantes ? Qu'être athée serait encore parfois compliqué ? Que la liberté d'expression souffrirait encore d'entraves ? Enfin, qui aurait pensé que nous aurions si vite oublié le cauchemar des populismes et fascismes du siècle précédent ? Faut-il dès lors convoquer les esprits subversifs pour faire face à ces « difficultés » auxquelles nos sociétés sont toujours confrontées ? Ou faut-il simplement ne pas oublier, se remémorer activement, et surtout, ne pas plier ? Se soumettre ? Jamais ! 

Un silence de plomb



© Szymon Barylski/NurPhoto_AFP

La dirigeante birmane Aung San Suu Kyi ne fait plus l'unanimité depuis qu'elle s'est installée dans une inaction caractérisée face au massacre des Rohingyas. Du coup, le Musée de l'Holocauste, à Washington, l'a symboliquement sanctionnée en lui retirant le prix Élie Wiesel qu'elle avait reçu pour son combat contre la dictature, en 2012. Exhortée à défendre les droits humains et à agir pour protéger davantage cette minorité musulmane qui fuit le pays suite aux exactions dont elle fait l'objet, l'ancienne prix Nobel de la Paix semble murée dans les compromis politiques dans lesquels elle s'est enfermée. Le seul communiqué provenant de son gouvernement face au retrait de son prix indiquait que «le musée a été induit en erreur par des gens qui ne voient pas la réalité telle qu'elle est». Une question de point de vue et d'angle d'analyse, bien entendu. (se)

Hors champ, le mécréant!

Sur le plateau d'une émission égyptienne, un cheik pieux et un présentateur tout aussi dévot ont failli s'étrangler lors d'une émission diffusée le 11 février dernier sur Alhadath Alyoum TV: un jeune homme a osé affirmer devant eux «ne pas croire en l'existence de Dieu» faute de preuve scientifique et évoquer la théorie du Big Bang. Ses propos, traduits et publiés sur le site de l'Observatoire du Moyen-Orient, le 6 mars, lui ont valu d'être taxé de maladie mentale et forcé de quitter le plateau sur lequel il était venu débattre. Ici viré de l'antenne à cause de ses idées «inappropriées» et «destructrices», l'athée n'est décidément pas en odeur de sainteté en Égypte.

Et ce sera bientôt à coup d'amende et de peine de prison qu'il pourrait être poursuivi. En effet, l'absence de croyance, déjà réprimée pour «blasphème» ou «diffamation de la religion», pourrait bientôt devenir un crime à part entière en Égypte: un projet de loi criminalisant l'absence de croyance est en cours de préparation depuis fin 2017. (ad)

Plus jamais ça... qu'ils disaient

Alors que Louis Michel déconseillait aux Belges d'aller skier en Autriche en 1999, suite à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite sous le joug de Jorg Haider, le retour au pouvoir d'un parti fondé par d'anciens SS (le FPÖ) fait aujourd'hui peu de remous. Excepté chez les plus vigilants, entre autres Jacques Smits, directeur de Territoires de la Mémoire et Mendel Goldstein, président du Centre communautaire laïc juif (CCLJ), qui a récemment cosigné une carte blanche dans *Le Soir*. Leur but: dénoncer cette dérive naufragée en boycottant les ministres FPÖ et la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne, entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre. Car le FPÖ est non seulement nostalgique de la politique menée sous le III^e Reich, mais il s'inscrit dans la même lignée xénophobe, antisémite, homophobe et sexiste. Quelques exemples concrets: la moitié de leurs parlementaires appartient aux «fraternités germaniques» réservées à une race aryenne qui exclut les juifs, les homosexuels et les femmes. Ce groupe ayant aussi lancé un appel à «gazer un septième

million de Juifs», tandis que dans le journal du ministre de la Défense, les rescapés de la Shoah étaient qualifiés de «peste nationale». (se)

Dégage, l'artiste!

À Bruxelles, sur la scène de Bozar plus précisément, c'est l'artiste luxembourgeoise Deborah De Robertis, qui s'est fait mettre dehors alors qu'elle était en pleine représentation, le 5 mars dernier. Connue notamment pour sa performance dénudée non autorisée devant le célèbre tableau *L'Origine du monde* au musée d'Orsay en 2014, elle était cette fois habillée et munie de l'autorisation nécessaire... Ce qui ne l'a pas empêchée de se faire virer *manu milatari* par l'un des organisateurs de la conférence qui l'avait pourtant invitée. Par pudeur ou par sens pratique, ce dernier a pris soin de refermer les cuisses de la performeuse avant de l'embarquer. Croyant à une mise en scène, une partie du public a applaudi. Les choses se sont ensuite corées en coulisses entre les artistes et les organisateurs, et la police a dû intervenir, rapporte la RTBF. Une version scénique et contemporaine de *L'Arroseur arrosé* où le jardinier prend figure de performeuse, le petit espiègle, d'Anastasie, et le tuyau, de gros ciseaux. (ad)

Jeu de guerre en Syrie

Dans l'univers des jeux vidéo, le succès des *wargames* ne faiblit pas. Tout le monde le sait, même le Hezbollah. Après *Battlefield* et *Total War* qui font voyager dans le temps les gamers fans d'hémoglobine et de batailles historiques, *Défense sacrée* propose une expérience de jeu plus réelle et actuelle que jamais, au cœur de

la guerre en Syrie. Le but: sauvegarder les lieux saints chiites et protéger le Liban de toute contagion du conflit. «Le parti-milice chiite y livre, en filigrane, sa propre lecture des événements», souligne *Le Monde*. Pourtant, assure Hassan Allam, l'un de ses concepteurs, ce jeu qui fait l'impasse sur le soulèvement populaire de 2011 et sa répression par le régime de Bachar al-Assad, est «comme un livre d'histoire». La prochaine version devrait s'appeler *Propagande sacrée*. (ad)

Mon juge, ce robot

Dans la saga réformatrice du ministre Koen Geens, voici venue la volonté de «s'orienter vers une avocature d'excellence». Comment? En se tournant vers l'intelligence artificielle et l'exploitation du big data. Traduction en langage courant: utiliser des algorithmes pour extraire des données, des arrêts, des commentaires de la jurisprudence, en vue de tendre vers une justice prédictive. Autrement dit, prévoir quelle sera la suite donnée à une affaire par un juge, face à des cas que l'algorithme estimerait similaires. Euh, la justice personnalisée, le petit détail qui permet de faire basculer une affaire et un jugement, mais surtout la dimension humaine des problématiques traitées devant les différentes juridictions: ça aussi, ça fait partie du programme? (se)

Hommage à Monique Van Tichelen

Laïque engagée, Monique Van Tichelen aura été de bien des combats. Avec ce charisme, ce souffle et cette intelligence qui ne laissaient personne indifférent. Féministe et figure de proue du combat pro-IVG, elle fut cofondatrice du comité d'action «À travail égal, salaire égal» en 1966, fondatrice du Comité d'action pour la suspension des poursuites en matière d'interruption de grossesse en 1978 et membre du Comité de liaison des femmes, du Conseil national des femmes belges et de SOS Viol. «Van Tich», comme elle était appelée affectueusement par les jeunes, aura aussi forgé des générations entières d'élèves à l'athénée royal d'Auderghem où elle a enseigné l'histoire et suscité bien des vocations. Nul n'a oublié la professeure passionnée et intarissable qui, allègrement, débordait le cadre bien trop étroit pour elle de ses heures de cours. (sf&ad)

«La solution passera par les femmes»

Quel avenir pour l'humanité dans ce monde en mutation ? Le paléoanthropologue Pascal Picq analyse notre société, ses innovations techniques et culturelles, sous le prisme d'une évolution très darwinienne. Adaptation contemporaine d'une théorie ancienne, qui part d'un ancêtre commun aux hommes et aux singes, à l'avènement du post-humanisme.

Propos recueillis par Jean Cornil
Essayiste

Quel est votre postulat de base ?

Lorsque je suis arrivé en paléoanthropologie, on enseignait que l'homme descendait du singe. Je me suis alors demandé : qui sont ces singes ? Et cela m'a beaucoup intrigué que l'on puisse maintenir ce qu'on appelle le dualisme : homme/animal, culture/nature, acquis/inné. Dans les années 1980, nous nous sommes aperçus que les grands singes ont des «sociétés» comme les nôtres. Ils possèdent des cultures, ils ont des outils, ils chassent, ils font l'amour face à face. On apprendra plus tard qu'ils ont même des aptitudes à la politique. Donc, d'un seul coup, je me suis aperçu que tout ce qu'on avait dit sur le propre de l'homme n'était pas vrai. À partir de là, j'ai engagé des recherches pour reconstituer nos origines communes, et ça risque de vous surprendre : depuis Charles Darwin, aucun anthropologue ou paléoan-

thropologue ne s'était intéressé à cette question. Je me suis donc demandé : à partir de quand avons-nous divergé d'avec notre ancêtre commun ? Et comment à partir de ce patrimoine partagé, légué par l'évolution, sommes-nous devenus des hommes ?

D'une certaine manière, vos livres constituent un plaidoyer pour une forme d'humilité, une critique de l'anthropocentrisme ?

En effet, il y a des comportements qui sont absolument incroyables, comme ceux des capucins, des petits singes d'Amérique du Sud, très futés, que l'on peut qualifier de «singes économiques». Ils ont un rapport de taille cerveau-corps qui est équivalent à celui de l'homme, mais en plus petit. Nous partageons une forme de rationalité avec eux. D'une certaine manière, si des espèces différentes ont les mêmes comportements, cela signi-



© DRFP/Odile Jacob

Pascal Picq est passionné par l'aventure de l'humanité, qu'il analyse sous le prisme de différentes disciplines scientifiques.

fie que c'est universel, que c'est profondément ancré dans notre évolution cognitive et sociale.

Darwin et Lévi-Strauss sont-ils toujours d'actualité pour comprendre l'évolution du monde ?

Plus que jamais ! Même si rapprocher ces deux personnages peut surprendre, notamment dans le cadre de la culture française où Darwin ne passe pas très bien. Il a été rejeté, dès le départ, pour des raisons qui sont liées à des convic-

© Sandra Evrard



Aux îles Galapagos, la faune « vierge » de tout métissage a servi de laboratoire à ciel ouvert à Darwin.

tions religieuses, aujourd’hui complètement dépassées. La culture française est beaucoup plus lamarcienne, avec l’idée que l’homme est l’artisan de son évolution avec ses outils, son intelligence, ses industries, la science, la politique ou les arts évidemment. Tandis que Darwin nous dit: attendez, dans l’évolution il n’y a pas de but, il n’y a que des mécanismes. Et ceux-ci, comme la sélection naturelle, font que vous êtes là ou que vous n’êtes plus là. Cette parenthèse entre ces immenses génies m’intéresse. Tous les deux ont la même approche: sans diversité, biologique ou spécifique (culturelles, linguistiques), nous n’avons pas d’avenir. Le grand message de Claude Lévi-Strauss et de Charles Darwin, ce n’est donc pas l’évolution, comme on l’a trop souvent appris. Au contraire, ils nous

disent: le vrai sujet c’est la coévolution. Nous n’aurons pas d’avenir si nous ne sommes pas capables de maintenir ce qui constitue le trésor de l’adaptation: la diversité!

Votre analyse du monde actuel est très puissante, vous épinglez entre autres le risque de perdre notre humilité et les défis qui en découlent.

En 50 ans, nous avons multiplié par 300 notre impact sur la terre. Avec les effondrements de la biodiversité, des cultures, des écosystèmes. Aujourd’hui, les ressources halieutiques, c’est-à-dire celles qui viennent de la mer, sont au bord de l’effondrement. Face à cela, les hyper-progressistes nous disent: on a toujours trouvé des solutions, avec l’aide des nouvelles technologies. C’est ce qu’on appelle le solution-

nisme. Mais il y a autre chose: les indices actuels des études en anthropologie ne sont pas bons du tout. L'espérance de vie est en train de régresser dans tous les pays, même les plus développés. Aux États-Unis, l'espérance de vie chute de 10 à 15 ans. En Russie, elle a chuté de 15 à 20 ans. Sans parler du changement démographique. Dans les pays développés du Nord, il n'y a pour l'instant que la France qui maintient encore sa natalité. C'est quand même terrifiant. Le seul continent qui va poursuivre son ascension démographique, c'est l'Afrique. Mais sans que cela s'accompagne de la croissance nécessaire, même si les classes moyennes émergent un petit peu. La population va doubler d'ici 2050 et les infrastructures ne vont pas le supporter. Nous sommes donc face à ces tensions qui vont extrêmement vite.

Avec quelles conséquences ?

Quelle sera notre descendance face aux modifications de l'environnement ? C'est le cœur de l'évolution. Aujourd'hui, les anthropologues et certains philosophes craignent qu'après 2050 (avec en ligne de mire les 10 milliards d'individus), cela devienne encore plus compliqué. Nous craignons qu'il y ait une chute absolument vertigineuse de la démographie. Comme c'est le cas en Chine actuellement. Tout le modèle des Trente Glorieuses, du progrès, était basé sur quoi ? Sur l'idée qu'il y avait une génération qui travaillait et faisait plus d'enfants. C'était la croissance. On avait une pyramide

Plus les jeunes femmes sont éduquées, plus leurs enfants le seront.

des âges qui s'ouvrait vers les générations suivantes. Et cette pyramide est complètement inversée. Les Chinois, comme les Japonais, sont déjà confrontés à ces questions liées au vieillissement. Pour des raisons anthropologiques archaïques, on préfère les garçons aux petites filles et il y a d'ores et déjà 40 à 50 millions de jeunes hommes en Chine, pays de l'enfant unique, avec trois générations en dessous d'eux qui ne trouvent pas de femmes. Et cela s'est fait en 50 ans ! Nous avons aujourd'hui beaucoup de discussions ou d'alertes sur le réchauffement climatique et la biodiversité. Et c'est normal. Alors que la question anthropologique et démographique n'est toujours abordée que sur les aspects quantitatifs et non pas qualitatifs.

Peut-être parce que la question démographique mobilise un certain nombre de craintes ou de fantasmes politiques ? Parce que cela a trait à l'intimité de l'homme et de la femme ?

On s'aperçoit que dans l'histoire de l'humanité, les politiques natalistes, grossso modo depuis deux siècles, n'ont jamais très bien fonctionné. Comment les hommes et les femmes décident-ils de faire ou non des enfants ? Cela n'est pas écrit sur le papier. C'est peut-être lié à leur intime conviction, pas forcément explicite-

Comment inventer une politique dans une société que l'on pourrait qualifier de post-humaniste, dans laquelle il y a effectivement des mécanismes, mais sans véritable but ?

ment clarifiée... L'un des éléments essentiels de la solution passera par les femmes. Et c'est très clair. Plus les jeunes femmes sont éduquées, plus leurs enfants le seront. C'est ce qu'on appelle les *strategicas* dans les théories de l'évolution. C'est un investissement très qualitatif. Et je suis désolé messieurs, mais il faut bien comprendre que le niveau d'études et de réussite des enfants est beaucoup plus corrélé au diplôme et au travail de la mère qu'à celui du père, aussi brillant soit-il. Et donc, on sait très bien que ça passera absolument par cette révolution. Et nous constatons actuellement dans le monde entier une révolte des femmes. C'est très clair et c'est une excellente nouvelle ! Donc messieurs, je crois qu'il va fal-

loir que nous évoluions, pour l'évolution de l'espèce. Et assez rapidement.

Est-ce que le transhumanisme constitue une réponse à l'ensemble des défis que vous présentez ?

On est peut-être déjà entré dans le transhumanisme sans le savoir. Les nouvelles technologies ont déjà bousculé de manière considérable nos modes de vie. Vous vous souvenez du monde avant le smartphone ? L'accélération est extraordinaire. Il y a exactement 10 ans, Steve Jobs, qui n'est plus de ce monde, est arrivé sur une scène, a sorti un iPhone et il a dit : *I'm going to change the world*. Il n'a jamais dit comment ça allait changer. Huit ans après cet évènement, on parle d'ubérisation de la société. Regardez comment les aspects de notre vie sociale ont évolué, la façon dont on se documente, la modification des modes de production, les intermédiaires nouvelles dans tous les domaines. Même pour les journalistes, ce qu'on appelle les *fake news*, cela pose une réelle difficulté et l'enseignement est en train d'évoluer également. Mais est-ce que c'est lié à une injonction supérieure ? Non, nous sommes dans un monde darwinien. Le monde des Trente Glorieuses était inscrit dans la logique du progrès. Ça a très bien marché. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans cette logique-là. Il y a exactement neuf ans, un groupe de jeunes participe à un hackathon¹ et imagine une messagerie de 140 caractères : ce sera Twitter. Franchement, est-ce que vous croyez qu'une messagerie de 140 caractères à envoyer à ses amis



Retrouvez l'intégralité de l'entretien que Pascal Picq a accordé à Jean Cornil dans l'émission télé « Libres, ensemble » le dimanche 6 mai à 9h20 sur La Une ou sur www.libresensemble.be

¹ Rassemblement de développeurs qui font de la programmation collaborative intensive pendant plusieurs jours, NDLR.



Quelle influence auront les robots sur l'évolution de nos sociétés ?

correspond à un besoin fondamental de l'humanité ? Non, mais cela peut changer le monde. Cela s'appelle la contingence : si la nouveauté est adoptée, cela peut changer les choses et si ce n'est pas le cas, ce n'est pas grave. C'est de la sélection naturelle. Et là, nous sommes vraiment au cœur des théories darwiniennes.

Vous dites que la société est toujours en avance sur la politique. Comment, face à cette évolution darwinienne que vous décrivez, la politique peut-elle s'adapter et jouer son rôle ?

C'est un vrai défi, parce qu'en effet nous avons été nourris depuis la Révolution française par cette idée

que les hommes vont prendre leur devenir en main. Mais le changement, c'est très compliqué. Personne ne vous oblige à utiliser telle ou telle application, mais quand vous le faites, vous changez ce monde. On est vraiment dans ce monde de variation, de sélection, qui est celui de l'évolution. Mais cela n'a pas de but ! Donc, à partir de là, comment inventer une politique dans une société que l'on pourrait qualifier de post-humaniste, dans laquelle il y a effectivement des mécanismes, mais sans véritable but ?

Héberger, résister

Ils et elles s'appellent Nicole, Marianne ou Christian¹. Leur point commun: celui d'héberger des migrants. En craignant chaque jour pour la sécurité de leurs « invités » et en faisant tout pour favoriser leur sûreté. Une organisation qui tient à un fil et qui pourrait être remise en cause avec le projet de loi sur les visites domiciliaires, porté par le gouvernement fédéral.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Depuis des semaines, Nicole joue au taxi. Un taxi pas comme les autres. Chaque lundi, tandis qu'elle est en congé, elle assure le relais dans le Hainaut entre les hébergeurs et des migrants du parc Maximilien. Parfois, elle en ramène aussi à Bruxelles. Au départ, elle n'effectuait des trajets que dans la capitale, le vendredi soir, entre le parc et les familles. Mais de mois en mois, le mouvement de solidarité porté par la plateforme citoyenne d'aide aux migrants a grandi, s'est étendu et les déplacements se sont systématisés. «On parlait alors de rafles au parc», se souvient Nicole. «C'est l'indignation qui m'a fait bouger», explique-t-elle. À chaque trajet, une même règle: ne pas prendre de risques et faire tout pour éviter un contrôle policier. Comme si l'eau était chaque fois plus près, chaque fois plus fort. «Quand j'ai des migrants dans la voiture, je fais très attention. Je tiens à être irréprochable pour leur éviter tout danger. Je ne démarre pas s'ils ne sont pas attachés. Ce sont des réflexes que j'ai acquis au fil du temps. Si on est dans

Dire que j'ai dû fuir la Libye pour me retrouver ici... C'est pire que tout.

une zone 30, je respecte les limitations de vitesse. Je tiens vraiment à ne pas me faire arrêter pour une connerie, tout simplement», témoigne-t-elle.

Peur, colère et inquiétude

Des histoires comme celle de Nicole, il y en a des tonnes. Les actes du quotidien sont tout simplement devenus problématiques pour les hébergeurs de migrants. «Même donner rendez-vous à son invité à Bruxelles est devenu incertain», constate Marianne qui accueille une jeune Soudanaise depuis septembre. «Rien ne s'est construit quant à un avenir possible ici pour elle. C'est toujours de l'urgence, parfois un peu de répit, le temps d'une nuit ou deux. Entamer une démarche pour son installation en Belgique, c'est potentiellement la mettre en danger», raconte-t-elle. «Mon invitée ressent la répression,

la vit aussi quand elle s'absente quelques jours et qu'en revenant, elle te dit qu'elle a été chopée par les flics. Sur la Belgique, elle a des mots très durs: «Dire que j'ai dû fuir la Libye pour me retrouver ici... C'est pire que tout», m'explique-t-elle. «Cela me laisse sans voix sur l'état actuel de ce pays», continue Marianne, dans un mélange de colère et d'inquiétude. La jeune femme a peur de la surenchère répressive du gouvernement. «J'ai peur que le délit de solidarité devienne tôt ou tard réalité.»

De tous les témoignages recueillis, un même sentiment: celui d'une répression toujours plus présente. «Ce qui est très désagréable, c'est que l'on doit faire attention dès que l'on décide de prendre le train parce qu'on peut y croiser des flics. Tu te rends compte que le simple fait de te déplacer devient un problème. Maintenant, on déconseille de prendre les transports, même quand tes invités ont un ticket. Il y a une démarche de la police qui est de chercher des sans-papiers coûte que coûte et partout», estime Laurence qui accueille un groupe d'Érythréens depuis des mois.

Haro sur le domicile

Certains hébergeurs tentent aussi d'aider leur invité à fuir le pays au plus vite, quitte à se mettre dans l'illégalité. C'est le cas de Christian, un jeune enseignant. «Mon invité m'a demandé à plusieurs reprises de le conduire sur des aires d'autoroute pour qu'il tente de monter dans un camion», explique-t-il. «Au niveau émotionnel, c'est assez fort parce

C'est une façon pour l'État de faire pression sur nous, en nous faisant peur.

qu'on ne sait pas où on l'emmène. Quant aux risques, j'étais plus inquiet pour mon invité que pour moi. Mais c'est le seul moyen pour lui d'aller en Angleterre, c'est son seul objectif.»

Seulement, l'invité de Christian s'est fait arrêter voilà quelques semaines. «Ce n'était pas moi qui le conduisais, mais un ami, parce que j'étais vacances. En fait, on a découvert par la suite qu'il avait été dénoncé à la police. On est très dépités par rapport à la délation qui se développe», évoque-t-il, triste et un peu désespéré. «Déjà quand mon invité arrivait chez moi, il fallait que ce soit la nuit pour éviter toute dénonciation. Dans un petit village, on doit se cacher, parce que la population n'est pas prête à accueillir des personnes qui ont vécu l'horreur, qui ont risqué leur vie plus d'une fois», se désole le jeune homme. Heureusement, dans quelques jours, l'invité de Christian devrait normalement quitter le centre fermé de Vottem, en région liégeoise, et être transféré en France. «C'est très difficile à vivre, mais je ne me sens pas responsable. L'aider à réaliser son rêve pour s'installer en Angleterre, c'est tout ce que je peux faire. Et je ferai tout pour le soutenir», continue-t-il, en colère face à une politique d'asile qu'il juge toujours plus autoritaire, notamment avec le projet de loi sur les visites domiciliaires, projet qui a suscité de vives réactions tant de la part de



© Alexandros Michailidis / SOOC_AFP

Après avoir traversé plusieurs pays et bravé les épreuves, la chaleur d'un foyer – même temporaire – permet aux migrants de se ressourcer un peu.

citoyens, d'associations, d'avocats que de magistrats.

Ce projet de loi vise à autoriser les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour irrégulier sur le territoire. Le domicile étant considéré comme le lieu de résidence, ces visites pourront avoir lieu chez un tiers, et donc chez les personnes qui hébergent des migrants. La visite domiciliaire ne pourra être utilisée qu'en dernier recours, uniquement si les mesures moins contraignantes n'ont donné aucun résultat, par exemple une proposition de départ volontaire, ou encore un manque de coopération. Et la visite doit être ciblée: il n'est pas

question d'aller chez quelqu'un si les autorités ne savent pas qui ils cherchent.

Résister, malgré tout

Pour les hébergeurs, ces visites domiciliaires ne changeront rien à leur engagement, bien au contraire. Par contre, ils s'inquiètent pour la sécurité de leurs invités «Je n'ai pas peur que l'on vienne chez moi. Ce qui ne me plaît pas, c'est que le gouvernement se serve de nous pour venir inquiéter les migrants. C'est une façon pour l'État de faire pression sur nous, en nous faisant peur», estime Katel Fréson qui accueille deux jeunes Soudanais.

Pour d'autres, comme Jeanne, la crispation actuelle a réveillé une conscience politique nouvelle. « Je n'imaginais pas que j'aurais milité dans ma commune auprès d'élus pour déposer une motion contre les visites domiciliaires. Mais le fait d'héberger m'a permis de prendre conscience de problèmes qui vont bien au-delà de la migration.» Même constat pour l'écrivain Xavier Deutsch qui a reçu une cinquantaine de personnes depuis l'automne dernier : « On résiste, oui, mais dans un sens restreint. On a l'impression de résister contre un bruit de fond, une ambiance qui s'alourdit, un ordre des choses qui devient assez inquiétant », raconte-t-il. « Quant aux visites, je ne sais pas du tout comment la police va travailler. En l'état, on nous dit que les forces de l'ordre pourraient rechercher des personnes en particulier, nommément. Il faudrait que la police identifie ces personnes, et surtout sache où elles se trouvent. Or, le travail de la plateforme est suffisamment bien organisé pour faire en sorte que nos invités ne courrent aucun risque », poursuit l'auteur.

Une police instrumentalisée

Mise sur la sellette, la police est elle aussi divisée sur le sujet. Des rares témoignages recueillis, le malaise est perceptible, et les petits « jeux » entre police locale et fédérale, mis en question. « Tu as la police de la Ville qui a un accord avec la plateforme citoyenne, et la police fédérale qui n'en a pas. Ce qui a conduit aux arrestations au parc, en décembre

On a l'impression de résister contre un bruit de fond, une ambiance qui s'alourdit.

dernier. Des communes tentent aussi de jouer les garde-fous, comme Bruxelles ou Schaerbeek, mais parfois cela dérape comme on l'a vu lors de l'opération policière au centre culturel Globe Aroma... », développe, Antoine¹, un policier bruxellois.

D'autres comme Thierry Belin, secrétaire national du Syndicat national du personnel de police et de sécurité (SNPS), sont bien plus critiques encore face à la tournure des événements. « C'est quelque chose qui me fait peur. Je me demande où on va. En tant qu'enquêteur, quand je vois des magistrats sortir de leur réserve pour s'inquiéter de l'évolution de l'État de droit, c'est interpellant. » Thierry Belin estime qu'à travers le projet de loi sur les visites domiciliaires, on va instrumentaliser un juge d'instruction pour mettre à exécution un acte administratif, à savoir un ordre de quitter le territoire. Quant aux mots durs à l'égard de la police, ils sont justifiés à ses yeux. « Je comprends qu'on parle de rafles quand on voit ce qui s'est passé au Globe Aroma ! Malheureusement, le gouvernement instrumentalise la police et ce qui m'inquiète, c'est que certains jeunes collègues n'en sont pas vraiment conscients. »



¹ Prénom d'emprunt.

Tenir tête aux géants

L'historien des religions Milad Doueihi fut l'un des premiers à penser le numérique, non pas comme une simple technique, mais comme une nouvelle culture. Celle-ci transforme nos identités en profondeur, ainsi que nos liens sociaux et nos relations à l'écrit, au savoir et au pouvoir. Quelle marge de manœuvre nous reste-t-il ?

Propos recueillis par Vinciane Colson
Journaliste

Qu'est-ce qui vous a poussé vous, historien des religions, à vous intéresser au numérique ?

J'ai toujours été un peu geek, tout en m'intéressant à l'histoire des religions et de la tolérance. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, je me suis intéressé aux outils numériques. Comme utilisateur, dans un premier temps, mais pas un utilisateur passif. Il était important pour moi de sortir d'un discours trop inscrit dans l'actualité pour essayer de prendre le point de vue de la longue durée.

Dans votre dernier livre *Du matérialisme numérique*, vous décrivez le numérique comme le seul équivalent actuel des religions. En quoi religion et numérique sont-ils similaires ?

Première similitude : c'est la question de la médiation, qui fait partie de ce que les religions savent faire extrêmement bien, avec l'au-delà, avec tout ce qu'on veut. Et le numérique est évidemment le médiateur

par excellence. Ce qui explique aussi pourquoi même les institutions religieuses se sont emparées très tôt du médium. Au-delà de ça, la réflexion sur ce qu'on a appelé à l'époque la technique ainsi que la réflexion sur ce que le numérique a pu rendre possible et a modifié dans nos sociétés s'apparentent dans certains courants à des formes de croyances religieuses.

Vous inscrivez l'humanisme numérique dans le prolongement des trois humanismes définis par Claude Lévi-Strauss (humanisme aristocratique de la Renaissance, humanisme bourgeois du XIX^e siècle et humanisme démocratique du XX^e). Pourquoi ?

Pourquoi est-on surpris quand on parle d'humanisme numérique ? Pour moi, après un certain temps de réflexion et de vie avec le numérique, c'était devenu une évidence : le concept d'humanisme permet de situer le numérique dans la longue durée de l'histoire de nos sociétés occidentales, dans la manière dont nos interactions avec les grands



Milad Doueihi et Frédéric Louzeau, « Du matérialisme numérique », Paris, Hermann, 2017, 62 pages.
Prix : 12 euros



© Christian Charisius/DPA/ AFP

Le code fait le monde et contrôle nos réputations.

moments de révolution technique ont façonné le lien social, les mutations économiques et les mutations culturelles. Ça m'a aussi permis de faire sortir cette notion d'humanisme de son acceptation classique, parfois nostalgique, associée à la Renaissance exclusivement. Et d'insister sur deux aspects : à la fois l'humain comme vecteur central et en même temps le fait que la notion d'humanisme peut être appliquée.

Ce qui m'a intéressé, c'est que l'humain est architecte par sa nature. Du fait de la présence de votre corps dans un espace, vous le modifiez. Et quand vous quittez une salle, ce n'est plus la même chose. Le numérique joue énormément sur ces dimen-

sions architecturales. Notre rapport avec l'espace a été modifié de façon radicale par le numérique. Cela passe par la géolocalisation, la mobilité, le tactile, la voix, la reconnaissance faciale, la biométrie. C'est indissociable du corps comme interface principale vers le numérique, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Du coup, j'ai aussi voulu sortir du discours qui nous dit : la technique est neutre. On est devenu des livreurs de données pour les réseaux sociaux qui les exploitent. C'est une manière pessimiste de dire les choses, mais pas fausse. C'est un choix, une forme de servitude volontaire. Mais en tout cas, ce qui est intéressant, c'est que le numérique, tout en permettant ces formes de contrôles et de

J'ai aussi voulu sortir du discours qui nous dit: la technique est neutre.

monopoles, donne tous les éléments pour faire autrement. On a le logiciel libre, l'*open source*, le *hacking* qui sont là pour nous permettre de sortir de ces géants, comme on les appelle, qui nous facilitent la tâche à certains points de vue mais qui nous dominent.

Si les moyens sont là pour reprendre le contrôle, pourquoi ne les utilise-t-on pas plus ?

Le code informatique doit être accessible. Ce ne devrait pas être un privilège, mais un droit. Le code fait le monde et contrôle nos réputations. Que ce soit pour obtenir un crédit dans une banque ou pour être embauillé, aujourd'hui on passe par des algorithmes pour éliminer les candidats. On voit très bien qu'on a changé de paradigme. D'un côté, il y a la raison computationnelle, de l'autre la pensée algorithmique. La raison computationnelle, c'est savoir interroger la machine d'une telle manière qu'elle puisse nous donner des réponses pertinentes à nos questions. La pensée algorithmique, c'est totalement différent: elle comprend des formes d'apprentissage par la machine et nous invite à modifier la manière dont on apprend nous-mêmes.

Pour vous, le numérique peut stimuler la créativité mais nous rend aussi très prévisibles. N'est-ce pas paradoxal ?

Un des aspects qui nous est révélé, c'est la régularité de nos manières de faire, bien qu'on soit convaincus de notre libre arbitre. On a vu émerger il y a quelques années le modèle de la recommandation. Celle-ci construit sa pertinence en prenant en compte l'agrégat de votre historique et l'historique de votre réseau. Mais la recommandation réduit les choix et ça peut devenir une forme de prescription implicite. Et là, on a un enjeu énorme: politique et éthique. La question qui se pose est: comment sortir de cette forme de déterminisme qui est incarnée par l'algorithmique ? La réponse est difficile. En anglais, on dirait: « *You have to out compute the computing system* » (il faut dénumériser le système informatique).

En octobre dernier, lors d'un colloque organisé par la Fondation Henri Lafontaine et consacré à la fin de l'utopie Internet, vous vous étiez demandé: que reste-t-il de cet héritage des fondateurs et visionnaires du réseau incarné par la célèbre Déclaration d'indépendance du cyberspace ?

La déclaration d'indépendance d'Internet était un texte idéologique, très beau rhétoriquement, façonné un peu à la manière de la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Mais à mon avis, il y avait une erreur dans ce texte. Le corps n'existe pas. On était dans cette contrée où l'esprit circulait librement, échangeait... Ce qu'on a découvert, c'est que pour qu'une culture devienne un vrai vecteur de valorisation, dans tous les sens

du terme, il faut qu'elle convainque le corps. Et pour moi, le numérique a réussi d'une façon étonnante, pas seulement à convaincre, mais à séduire le corps. On lui permet tout. Vous donnez votre identité, votre biométrie... sans jamais questionner.

Pour revenir à la question, l'idée de la libre circulation, de ce village global, existe toujours. C'est l'idéologie du logiciel libre. L'idéologie du libre, c'est trois formes de liberté : liberté d'accès au code, liberté de modifier le code et l'obligation de respecter les deux premières libertés dans toute la chaîne de transmission. Et du coup, on crée un modèle de transmission et d'apprentissage qui va garantir à la fois le respect de la propriété intellectuelle, mais en donnant aussi une forme de responsabilité aux citoyens. Après, c'est le choix qui est le nôtre. Et c'est ça qu'il ne faut pas perdre. Avec les grandes plateformes, on a délégué ce choix, on a accepté consciemment ou inconsciemment de déléguer complètement. Et aujourd'hui, on est en train de se poser la question : est-ce qu'on a bien fait ou pas ?

Mais c'est un peu tard...

Oui, mais... les grosses machines du web peuvent disparaître. Elles ne sont pas éternelles et on peut changer les choses. À une époque, la société de services Internet AOL avait des millions et des millions d'utilisateurs. Il n'en reste quasiment rien aujourd'hui. Yahoo ! est en voie de disparition, alors qu'elle avait [trois milliards] d'utilisateurs.

Que ce soit pour obtenir un crédit dans une banque ou pour être embauché, aujourd'hui on passe par des algorithmes pour éliminer les candidats.

teurs. Ces monuments ne sont pas éternels... IBM n'a plus rien à voir avec ce que c'était. La multinationale Microsoft n'est plus ce qu'elle était il y a cinq ans. Google va peut-être survivre. Facebook, je ne suis pas sûr, et Twitter a toujours été fragile. Le plus «dangereux» c'est Amazon. On l'oublie souvent, mais c'est le plus puissant des géants du web, en fait. Il a toutes les données, il est partout. Mais quand on pense à Amazon, on croit encore que c'est juste une librairie en ligne... 

Historien des religions et titulaire de la chaire d'humanisme numérique à l'Université de Paris-Sorbonne, Milad Doueihi vient de recevoir un titre de docteur *honoris causa* de l'UCL.

MARTYRES D



Meryem MIHERMED



S. Eylem MAZLUM

Y

P

MORTES POUR LA DÉFI

**SOLIDARITÉ
LA RÉSISTANCE KURDE**

22 De la Syrie à l'Europe, l'éternel combat

26 Gangrène hongroise

28 L'immuable socle confessionnel

DE KOBANÊ

International



Arin MIRKAN



Rengin YUSUF

DEFENSE DE L'HUMANITÉ

TÉ AVEC
DE CONTRE DAESH

De la Syrie à l'Europe, l'éternel combat

Après plusieurs batailles menées contre l'État islamique, Selam, un Kurde syrien de 22 ans, a trouvé refuge dans le nord de l'Europe. Marqué par la guerre et une vie difficile, il s'est confié à Francesca Pettinato, une reporter italienne avec laquelle il s'est lié d'amitié. Alors que les Kurdes se sentent abandonnés par les nations qui ont soutenu leurs actions contre Daesh, cette histoire personnelle résonne étrangement.

Par Francesca Pettinato
Reporter

Je l'ai rencontré durant l'été 2017, lors d'une journée caniculaire. C'était à Athènes, dans l'ancien hôtel City Plaza, aujourd'hui transformé en squat rempli de réfugiés provenant de partout. Selam, un Kurde de 22 ans, s'est approché de moi pour me demander de l'aider pour remplir des papiers. Nous sommes devenus amis. Après de nombreux échanges via le web, nous nous sommes revus récemment, dans un pays d'Europe du Nord, où il réside actuellement. Pour des raisons de sécurité personnelle, il ne souhaite pas que le lieu soit révélé.

Le soir, Selam se rend souvent au pub. Un moyen de glaner un peu de bon temps avec des amis et de tenter de rendre la vie plus légère. C'est là que nous nous sommes retrouvés et qu'il m'a accueillie avec quelques mots de bienvenue en kurde. Quelques bières plus tard, Selam a accepté de me révéler une partie de sa vie de combattant. Une histoire ignorée de beaucoup de gens. «Quand vous voyez vos proches et tant de gens mourir les uns après les autres,

à la fin, vous ne ressentez même plus de peine», avoue le jeune homme originaire de la région kurde de Rojava, dans le nord de la Syrie. «Juste un serrement de la gorge et plus de réactions. La mort ne me choque plus.» Des mots cinglants, qui contrastent avec l'ambiance chaotique du pub. Des paroles qui peuvent heurter, car Selam n'y va pas de main morte. Mais est-ce si surprenant de la part d'un ancien combattant de la milice kurde YPG ?

Depuis peu, Selam a été reconnu comme réfugié. L'Europe du Nord reçoit la majorité des demandes d'asile, elle est devenue une quête pour les migrants. Arrivés par la route des Balkans ou l'Italie, ils ont tous le même objectif: atteindre cette partie de l'Europe qu'ils identifient comme une terre de bien-être et pourvoyeuse d'emplois. Mais la crise des migrants de 2015 et les accords établis par l'Europe avec la Libye et la Turquie en vue de limiter l'accès au territoire européen, en dépit des enfreintes aux droits fondamentaux, ont changé la

L'exil de Selam ou le refus d'entrer dans la case « réfugié ».

© Francesca Pettinato



donne. Seule l'Allemagne, au travers de la voix de sa chancelière Angela Merkel, avait explicitement invité les réfugiés syriens à rejoindre ce pays, en manque de main-d'œuvre. La suite, on le sait, est loin d'être simple.

Engagé, dès le plus jeune âge

Selam reprend son histoire. Dès l'âge de 9 ans, les petits boulots se sont succédé: mécanicien, vendeur de rue et cireur de chaussures... Son père ne s'est jamais intéressé à lui ni à sa famille. Il les a abandonnés et s'est remarié. Sa mère a alors décidé d'emmener ses enfants en Europe. Mais Selam a préféré rester, pour défendre sa patrie: le Kurdistan. C'est ainsi qu'à l'âge de 13 ans, il a embrassé les idées de l'YPG. «À 16 ans, j'ai suivi leurs cours, on y prodiguait des leçons sur la démocratie et l'on nous préparait aussi physiquement à rejoindre le champ de bataille. À l'école, j'ai donc appris à ne pas me faire tuer et à combattre.» Dès 2014,

il s'est activement engagé au cœur des zones militaires pour combattre l'État islamique, à Kobane, Shingal et Münbic. Il fut témoin de la libération de Raqqa, en octobre dernier, au travers des vidéoconférences organisées avec les combattants sur place. «Le sang versé par les combattants de l'YPG a été fondamental pour libérer les villes», affirme Selam, d'un ton sec. Il m'a ensuite raconté les différentes opérations militaires où, durant six mois, il avait à peine le temps de manger et de dormir 4 heures par nuit, sur le sol, blotti contre les autres miliciens pour se réchauffer, leurs armes dans les bras. Selam demeure choqué par le massacre des yézidis et par la vente des enfants et femmes, transformés en esclaves par Daesh. Il me montre sur son smartphone la photo d'un jeune yézidi aux intenses yeux bleus, arborant le signe de la victoire. «Ses parents ont été tués et il a été jeté en prison. Nous avons réussi à le libérer durant une bataille et il a pu rejoindre le reste de sa famille. Cela

montre qu'il y a quand même un peu d'amour au milieu de cette guerre. »

Souvenirs douloureux

Si Daesh a tué beaucoup de personnes, parce qu'elles ne respectaient soi-disant pas l'islam et la charia, il a également commis de nombreuses exactions envers les Kurdes de la région de Rojava, dans le nord de la Syrie. Voilà pourquoi tellement de jeunes, comme Selam, ont rejoint la milice du YPG. «L'État islamique est essentiellement composé d'hommes faciles à contrôler et à manipuler, qui se contentent de contre-vérités», affirme Selam. «Même les combattants étrangers. Ce sont des personnes non intégrées dans la société, en quête de pouvoir et de buts dans leur vie. Ils les trouvent dans la guerre. Plus rien ne les arrête, ils sont prêts à se sacrifier au nom d'Allah. Nous conservons toujours une grenade sur nous, au cas où ils nous feraient prisonniers. Car ils vous font mourir lentement, de famine. Ou ils vous brûlent, ils vous torturent, de toutes les manières possibles. Ils vous font souffrir jusqu'à ce que vous souhaitiez votre propre mort. Et cela peut durer des mois», raconte le jeune Kurde. «Lorsque de notre côté, nous les emprisonnons, nous ne les tuons pas et nous ne les torturons pas. Nous voulons d'abord qu'ils nous parlent. Généralement, leurs combattants en provenance du Moyen-Orient nient leurs crimes. Et les étrangers nous considèrent comme des *kafirs* et affirment qu'il est juste que nous mourrions.»

Après ces premières révélations, nous décidons d'aller faire un tour dehors. Le temps file et je me rends soudainement

compte que nous repassons devant les mêmes immeubles et réverbères. Que nous tournons en rond. Selam poursuit son histoire, m'emmenant dans une autre dimension. S'il est vrai que la guerre en Syrie et en Irak nous touche d'une certaine façon et que nous avons été choqués par les images provenant de ces zones dévastées, il est difficile d'imaginer les horreurs vécues par un jeune homme de moins de 20 ans. Pourtant, son corps, rempli de tatouages et de scarifications, témoigne des souffrances vécues.

1 an de combat = 10 ans de vie

Aujourd'hui loin de sa terre, Selam tente d'en rester proche, comme il le peut. Il m'emmène dans un club kurde où il participe régulièrement à des activités et débats. Une lumière blafarde éclaire des photos de miliciens et de martyrs. Le drapeau de l'YPG flotte sur une table, à côté du portrait d'Ocalan, le fondateur du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Selam pointe plusieurs photos de femmes, d'hommes. Il connaît leurs noms, leurs histoires et la manière dont ils se sont sacrifiés. Une femme kurde nous tend un verre de thé. Alors que nous sirotions notre *chai*, je lui demande comment il s'est fait tirer dessus. Il sirote encore un peu de thé et un moment passe avant qu'il ne me réponde. «Quand la balle a atteint ma jambe, j'ai senti une douleur fulgurante. Dès que vous vous rendez compte de ce qui vous est arrivé, vous devez vous injecter rapidement de la morphine.» Il affirme alors ne plus se souvenir de grand-chose, car la morphine l'a «fait passer de l'autre côté» et qu'il n'a plus rien ressenti. Son visage

devient soudain très sérieux. «Durant la bataille de Kobane, j'étais avec un groupe de 25 soldats, nous étions livrés à nous-mêmes. Nous avons enfin réussi à nous exfiltrer après trois jours, mais la majorité d'entre nous sont morts. Daesh nous a d'abord attaqués avec des chars, puis ils ont jeté des grenades et des bombes sur l'immeuble où nous étions abrités. J'ai passé 19 heures sous les débris, les membres cassés. J'ai entendu la mort siffler. Et lorsque j'ai vraiment entendu l'ennemi se rapprocher, j'ai fait semblant d'être mort. Heureusement, nous avons réussi à entrer en contact avec notre milice et ils ont pu nous secourir. Ce n'est pas une blague: un an de combat équivaut à dix ans de vie normale.» Nous reprendons notre chemin. Le ciel gris du Nord contraste avec la description qu'il me fait de sa patrie: chaude, colorée, avec une nature sauvage. Son ancienne vie, si lointaine, si différente.

Aujourd'hui, Selam poursuit une bataille, mais sur d'autres fronts. Pas encore gagnée. En 2016, sa santé s'est dégradée. Sans hôpital à Kobane, il s'est résolu à rejoindre l'Europe pour retrouver de la famille et recevoir les traitements médicaux nécessaires. Il est passé par la Turquie, avant de rester un peu de temps en Grèce, au gré d'un voyage illégal, si commun aux histoires de migrants. Dès qu'il a pu obtenir ses documents d'identité et de voyage, il a retrouvé une liberté de mouvement. «La bureaucratie est longue et ennuyeuse», soupire-t-il, «mais j'ai à présent l'occasion de suivre des cours de langue et de pouvoir rechercher un travail». Dans le pays où Selam séjourne aujourd'hui, quand un réfugié arrive,

il reçoit une aide du gouvernement, de l'argent et des cours de langue, en vue d'une meilleure intégration dans la société. Dès que le migrant est capable de s'exprimer dans la langue nationale et qu'il trouve un emploi, il doit tout doucement rembourser l'argent reçu.

Cas de conscience

Selam a décidé d'entamer des études. Il devrait bientôt emménager dans un appartement où il compte bien débuter une nouvelle vie. Mais il déplore que le même pays qui lui offre cette nouvelle chance soutienne parallèlement la guerre contre son peuple; il fait référence à la bataille d'Afrine, avec l'opération «rameau d'olivier» entreprise par l'armée turque, contre les Kurdes. Afrine est tombée après 24 heures. «Quel est le rôle de l'Europe dans cette situation? Elle a complètement ignoré les efforts et le sang versé par les Kurdes et les soldats de l'YPG pour combattre l'État islamique. Au contraire, l'Europe fournit des armes à la Turquie. Ils veulent nous détruire. Peut-être perdrons-nous cette guerre, mais nous la mènerons jusqu'à la fin. Le pays où je vis aujourd'hui vend des armes qui tuent mon peuple. Et dans cette bataille, l'Europe contribue à pousser les Kurdes à devenir des réfugiés. C'est absolument contradictoire et c'est hypocrite. D'ailleurs, je n'ai jamais accepté ce terme de "réfugié", cela ne me correspond pas. Cette appellation fait que les gens pensent que nous sommes pauvres, désespérés et cela nous place dans une sous-catégorie. J'ai donc décidé de me battre. Mais cette fois, ce sera pour moi.»

Gangrène hongroise

En Hongrie, les élections législatives du 8 avril s'annoncent tendues. Triste programme en perspective avec une opposition en mal de représentativité, une extrême droite qui se défend bien, des ONG quasiment rayées de la carte et une corruption généralisée qui risque de peser sur les décisions des électeurs.

Par Marc Soignet
Délégué «Europe & International» - CAL/COM

Dimanche 25 février 2018, toute la Hongrie a les yeux rivés sur Hódmezővásárhely, une petite ville d'à peine 50 000 habitants dans le sud-est du pays. Et pour cause! Dans le fief de János Lázár, numéro 2 du gouvernement de Viktor Orbán, se tiennent des élections municipales anticipées. Lázár n'est pas candidat, mais cela n'empêche pas ces municipales d'avoir un parfum de répétition générale pour les élections législatives du 8 avril prochain. Finalement, vers 20 heures, le résultat tombe: contre toute attente et défiant tous les sondages, c'est le candidat conservateur indépendant soutenu par l'ensemble de l'opposition hongroise, ralliant socialistes, verts, libéraux et extrême droite (oui, vous avez bien lu!) qui remporte l'élection face au candidat soutenu par les partis de gouvernement Fidesz-KDNP.

À peine six semaines avant les élections législatives, cette victoire est inattendue, lourde de sens et surtout pose des questions extrêmement délicates. Certes, depuis le début de l'année, le parti d'Orbán a perdu 9% d'intentions de vote, mais il continue à récol-

ter un stratosphérique 48% à comparer avec les deuxième et troisième partis, c'est-à-dire le Jobbik d'extrême droite à 18% et les socialistes à 17%. Un 48% d'autant plus stratosphérique que suite à une réforme électorale unilatérale imposée par Orbán durant son premier mandat, en 2014, les 44,9% de voix que son parti avait récoltées s'étaient vues traduites en une majorité de 66,83% des sièges du Parlement, lui conférant ainsi une majorité constituante. Or l'élection de Hódmezővásárhely semble suggérer non seulement que l'opposition pourrait limiter la casse, mais que si c'est toute l'opposition qui s'allie, c'est-à-dire l'extrême droite comprise, Orbán n'est peut-être plus imbattable.

Un paysage politique laminé

Pour comprendre la quadrature du cercle à laquelle l'opposition est confrontée, il faut bien se représenter un pays où huit années d'Orbanisme ont décimé les contre-pouvoirs. Un pays où le pouvoir exécutif est devenu expert dans l'art de travestir l'état de droit en une façade démocratique der-

rière laquelle les pouvoirs sont concentrés et les institutions publiques ont été mises au service du pouvoir politique. De là s'ensuit que l'opposition politique, mais aussi civique ou citoyenne, est laminée. L'autocensure est de mise de peur de représailles et la notion de pluralité des médias et de liberté d'expression s'est réduite à de rares îlots qui tentent tant bien que mal de ne pas plier devant les nombreuses pressions de l'appareil d'État.

Enfin, la communication gouvernementale n'est plus soumise à aucun contre-pouvoir et la machine à propagande, financée à grand renfort de deniers publics, travaille fort depuis plus de deux ans à créer l'amalgame entre réfugiés et migrants économiques. Mais aussi à harceler, et bientôt enterrer les ONG de défense des droits humains, présentées comme étant au service de forces internationales (en visant Georges Soros, Bruxelles, etc.) ou financées pour mener à bien d'obscurcs plans d'invasion culturelle.

Difficile pour un parti d'opposition d'exister dans ces conditions, de se différencier, d'articuler des messages, de pousser un programme économique ou de proposer des débats nationaux. Face à cela, les opposants tâtonnent et donnent parfois un triste spectacle de politique politique où la mathématique électorale, le jeu des alliances et l'ambition personnelle semblent l'emporter sur le but commun : faire chuter Orbán.

En réponse, certains partis comme Momentum (centristes) ou LMP («La politique peut être différente»),

verts) rêvent de mettre sur pied un nouveau pôle politique centriste qui renverrait chez elle la classe politique actuelle qu'ils estiment corrompue et usée, un peu à la Macron. Ensemble, ils dépassent à peine les 10 % d'intentions de vote. Les autres, tels que le Parti socialiste ou la Coalition démocratique (sociodémocrate) ainsi qu'un certain nombre de petits partis centristes et libéraux prônent la collaboration. Celle-ci pouvant prendre différentes formes – sujettes à de très nocifs débats s'étalant dans l'espace public – mais qui est pénalisée par les réformes de la loi électorale opérées par le gouvernement aussi bien dans les financements de campagne que dans les seuils électoraux nécessaires pour entrer au Parlement.

Corruption d'État

Dernière pièce maîtresse de cet échiquier politique : la thématique de la corruption et la suspicion de détournements de fonds systématisés qui seraient orchestrés au plus haut niveau de l'État. Sous les projecteurs, une histoire d'éclairage public financé par des fonds européens attribués à une compagnie appartenant au gendre du Premier ministre et dont l'implémentation a commencé, où ? Vous ne devinerez jamais : à Hódmezővásárhely même, dans le fief du numéro 2 du gouvernement.

À ce sujet, l'Office européen de lutte contre la fraude (OLAF) d'abord, puis maintenant la Commission contrôle budgétaire du Parlement européen réclament qu'une enquête policière soit ouverte. En outre, tout



© Attila Kisbenedek / AFP

La valse électrale hongroise fait tourner les têtes : qui va sauver le soldat démocratie ?

le monde dans le pays s'étonne de la fulgurante ascension de Lőrinc Mészáros, chauffagiste dans le village d'Orbán et proche de ce dernier, dont la fortune personnelle s'est hissée au 5^e rang national durant les deux mandats de son ami.

Et c'est dans cette thématique de la corruption que la plupart des partis d'opposition, l'extrême droite en tête, voient leur occasion de se profiler et de faire chavirer Orbán. En effet, beaucoup attribuent la récente chute du Fidesz dans les sondages aux scandales répétés alors que les symptômes de l'effondrement des secteurs de l'éducation et de la santé se multiplient et que toujours plus de Hongrois se retrouvent sous le seuil de pauvreté.

Reste que même si la lutte contre le détournement d'argent et la volonté de remettre en place un système garantissant une certaine diversité politique pourraient, à la lumière des résultats de Hódmezővásárhely, inciter certains leaders politiques de gauche à considérer une alliance avec l'extrême droite dans les circonscriptions où cela pourrait empêcher le Fidesz de l'emporter, il n'est pas du tout sûr que l'électorat suive. Si ce n'est pas le cas, non seulement les électorats de ces partis se sentiront trahis, mais c'est une fois de plus Orbán qui sortira gagnant.

Alors, piège à éviter ? Moindre mal justifiable par l'espoir de faire chuter ce qui est encore pire ? Dernière chance avant la dictature ?

L'immuable socle confessionnel

Le 6 mai prochain, des élections législatives se tiendront au Liban. Un scrutin fort attendu, le premier au pays du Cèdre depuis 2009. Quels sont les enjeux, notamment en matière de laïcité, dans un pays régi de toute part par les communautés confessionnelles ? Éléments de réponse avec Imad Mourtada, président de l'association Pour un Liban laïque.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Quel est l'état des lieux de la laïcité dans le Liban actuel ?

La Constitution est inspirée du Code civil français, donc a priori laïque. Elle instaure l'égalité de tous les Libanais devant la loi, mais le problème, c'est la manière dont elle est appliquée. Car en réalité les Libanais ne sont pas égaux, vu que tout dépend de leur confession et de l'influence d'une communauté à un moment donné. Il y a toujours un rapport de force. L'État libanais reconnaît officiellement 18 communautés religieuses. Et les matières liées à la population (naissance, mariages, héritage, etc.) sont régies par les communautés. Chacune a de surcroît droit à une représentativité dans la fonction publique et dans différentes strates de la société. Il y a eu des essais pour sortir de cette logique, par exemple une tentative de ne plus inscrire son appartenance sur la carte d'identité. Mais aujourd'hui, cela pose des problèmes pour les listes électorales...

Le système de fonctionnement confessionnel est profondément ancré dans le pays ?

Après les accords de Taïf, destinés à mettre fin la guerre civile, il a été décidé que le président serait maronite, le Parlement chiite et le Premier ministre sunnite, mais cela n'est inscrit nulle part, c'est tacite. Nous aurions dû créer un Sénat non confessionnel, mais cela n'a jamais été fait. Pour les autres fonctions de premier plan, là encore, il y a un partage confessionnel, jusque dans les écoles. C'est aussi une règle tacite, mais utilisée par tout le monde. Les élections ne vont pas changer grand-chose à ce sujet. Les Libanais choisissent leurs candidats en fonction de leur appartenance confessionnelle, car tout est organisé dans leur vie en fonction de cela: ils naissent dans un hôpital de leur confession, fréquentent une école de leur confession, etc.

En 2009, une Maison de la laïcité était créée à Beyrouth, pourquoi n'a-t-elle pas fonctionné ?

Il y a eu un mauvais casting. Nous avions récolté des fonds pour financer le local et pour un mi-temps et le but était que cette personne prenne en charge la gestion par la suite. Mais le responsable n'a pas œuvré dans ce sens. Il y a un manque de maturité dans le pays pour faire avancer le système, les projets, en mettant son ego de côté. C'est dommage, car lorsque la Maison de la laïcité était ouverte, il y avait de l'intérêt de la part de la population, de l'animation, même si la communauté laïque est restreinte. On compte un vivier d'un millier de personnes. Et les forces laïques ne sont pas structurées, elles manquent de moyens.

Lors des prochaines élections, ce sera la première fois que le scrutin sera proportionnel, cela risque-t-il de bouleverser les résultats ?

Pas vraiment, dans le sens où il ne s'agit pas d'un scrutin proportionnel direct, puisque l'on tient compte des quotas confessionnels et qu'il faut aussi tenir compte des 15 circonscriptions électorales. Au Liban, les élections sont normalement bien tranchées, avec de grands blocs. Il y avait donc une certaine frustration, les gens n'ayant pas l'impression que leur vote comptait avec l'ancien scrutin, qui était de type majoritaire. Il y a toujours un retour vers sa communauté, surtout en cas de crise.

Quels sont donc les enjeux ?

Il y a un enjeu local pour ces élections, notamment celui de la non-reconnais-

sance des Palestiniens, qui deviennent des citoyens de seconde zone, avec la crainte de leur poids démographique. Mais aussi un enjeu régional. Nous sommes dans une région qui vit un grand clash, avec une redistribution des cartes et deux clans – États-Unis/Israël/Arabie saoudite d'une part et Iran/Syrie/Russie d'autre part. Cela complique la manière de voter. Saad Hariri (actuel président du Conseil des ministres, NDLR) a toujours été l'allié des Saoudiens, de par son appartenance à la communauté sunnite. Il a la double nationalité, son père a fait du business en Arabie saoudite, c'était l'enfant gâté de la famille saoudienne.

Si l'on revient brièvement sur la rocambolesque détention du Premier ministre Saad Hariri, quelle fut la réaction des Libanais ?

Le prince héritier saoudien doit consolider son pouvoir face à différents enjeux internes: par exemple le poids des autres princes du pays, qu'il a récemment emprisonnés au Ritz, avant de leur réclamer de fortes sommes d'argent. Mais aussi des enjeux régionaux (cf. rivalité avec d'autres grandes puissances régionales, comme l'Iran). Sans oublier la guerre au Yémen et à Bahreïn, dont personne ne parle. À l'intérieur du Liban, la détention de Saad Ariri a été mal acceptée et il n'était pas libre de ses mouvements, malgré ses affirmations. Mais les Saoudiens n'ont pas manœuvré intelligemment, car ils l'ont arrêté un vendredi et le week-end, les marchés financiers sont fermés. S'il avait été arrêté un lundi, cela



À Beyrouth, mosquées et églises cohabitent étroitement.

aurait provoqué une crise financière et mis le pays KO. La première réaction des Libanais fut donc celle de la peur, mais personne n'est descendu dans la rue, car personne n'a été dupe de la mascarade. Mais la crainte de l'effondrement économique du pays était là. De même qu'un sentiment d'honneur bafoué. Au final, rien ne s'est passé et cette opération saoudienne, qui visait la mise au pouvoir du frère de l'actuel Premier ministre, a été un flop.

Autre point important : il n'y a toujours pas de parité dans la représentativité des femmes et des hommes ?

Il s'agit d'une société fort patriarcale. La question des quotas s'est posée en politique, mais le Libanais a encore des difficultés à imaginer qu'une femme puisse être cheffe. Il y a des mouvements féministes, mais encore beaucoup de chemin à parcourir.

Qu'en est-il des droits des LGBTQI+ ?

C'est un peu compliqué. C'est difficile en tant que mouvement laïque organisé de mettre leurs droits en avant, car la société n'est pas prête à cela. Même s'il y a une évolution. On a vu s'organiser une Gay Pride, le drapeau arc-en-ciel est parfois brandi lors de manifestations, mais c'est toujours vu négativement par une majorité de la population. La société libanaise avancera plus facilement sur les questions d'avortement ou d'euthanasie que sur celle-là. Finalement, c'est quoi le gros enjeu laïque au Liban ? C'est d'abord être un citoyen qui a le droit de penser comme il veut. Un citoyen que l'on ne regarde pas en se demandant d'où il vient et trouver un vivre ensemble en dehors des religions. Si on arrive déjà à cela, je serai content ! 

Esprit subversif, es-tu là ?





Que faire de Mai 68 ?

Mai 68 est un trousseau au sein duquel se niche une kyrielle d'analyses, de valeurs, de projections, tant sociales que sociétales. Quel héritage gardons-nous de cette époque particulière ? Au moins un : le rapport de force entre autonomie et autorité a définitivement changé.

Par Marc Jacquemain
Sociologue - ULg

«Avec le recul des années, les événements de mai-juin 1968 apparaissent comme une rupture fondamentale dans l'histoire de la société française, matérialisant l'abandon de l'ordre ancien séculaire marqué par le poids de l'autorité, de la famille, de la morale et de la religion, et l'avènement de la société post-moderne.» Ce bref extrait de l'article consacré à Mai 68 sur Wikipédia est sans doute la meilleure façon de commencer un article sur le sujet, parce qu'en une seule phrase, il donne à la fois une lecture pertinente du sens qu'a pris l'événement et, en même temps, il concentre les contresens qui n'ont cessé de fleurir à son sujet.

On peut lire en effet cet épisode de l'histoire contemporaine sous deux angles ; le premier en fait une affaire française avant tout, qui a eu des répercussions ailleurs dans le monde ; le deuxième angle le voit plutôt comme «l'instanciation» française d'une «révolution culturelle» qui a affecté, au long de la décennie 1965-1975, la plus grande partie du monde occidental industrialisé. Avec le temps, c'est la deuxième interpréta-

On ne reconstruira pas de la solidarité sociale sur un retour à l'autorité et l'hétéronomie «d'avant».

tion qui semble s'imposer. Si le Mai 68 français a été particulièrement créatif et explosif, s'il a pu paraître – vu de près – comme l'amorce d'une révolution politique (qui ne s'est pas produite), il ne prend son sens que réinscrit dans le contexte global de l'époque. Celle-là même qui a vu émerger sur une dizaine d'années le *flower power*, le mouvement américain contre la guerre au Vietnam, les différentes variantes de «mai» (en France, en Italie, en Allemagne, au Japon...) et aussi, ne l'oublions pas, le Printemps de Prague, qui portait l'idée d'une convergence de l'Est et de l'Ouest autour d'un «socialisme à visage humain».

Quelle lutte des classes ?!

Cette prise de distance est rarement opérée dans les textes français traitant de Mai 68 qui le perçoivent comme un

événement *sui generis*, irréductible à autre chose qu'un moment de l'histoire de France. Pour se dégager de cette vision parfois provinciale, on peut s'appuyer sur le célèbre livre (mais jamais traduit en français) de Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*¹. Écrivant quelques années après 1968, l'auteur s'appuie sur des données d'enquête à l'échelle européenne (qui est alors l'Europe des Six) et des États-



«mai» français). C'est évidemment une rupture avec la forme «canonique» du conflit social dans le capitalisme industriel, où les révoltés sont du côté de la classe ouvrière et les défenseurs de l'ordre social du côté de la bourgeoisie. Or, ce n'est pas le schéma de «mai» puisque la jeunesse étudiante et lycéenne qui descend dans la rue est clairement plus souvent issue des classes moyennes, voire occasionnellement de la bourgeoisie elle-même.

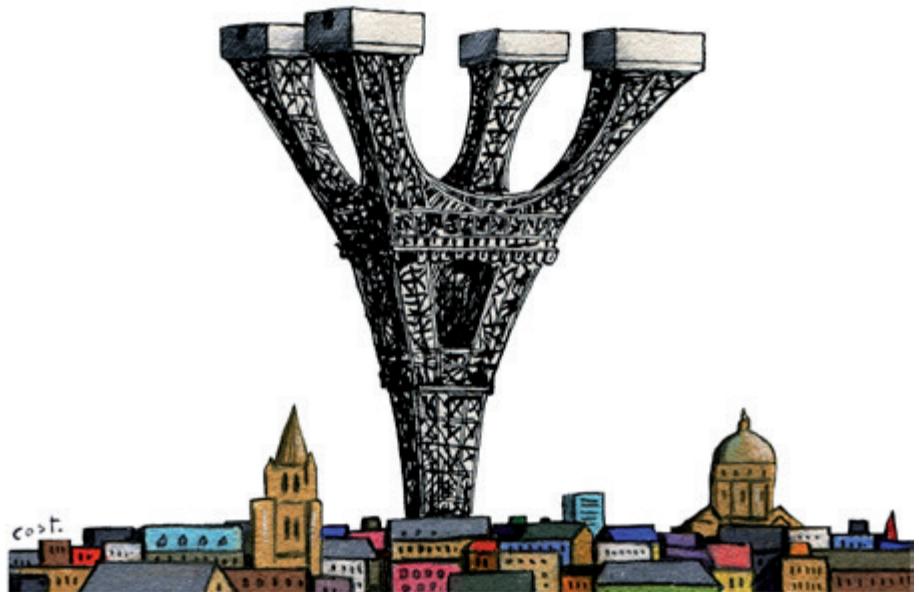
Unis. Il en sort une thèse qui fait date. Inglehart définit la période comme le résultat de deux déplacements: l'un dans la configuration sociologique de la conflictualité sociale, l'autre dans les thèmes politiques qui arrivent sur le devant de la scène.

Le premier aspect concerne bien sûr l'élément saillant de Mai 68: c'est un conflit porté d'abord par la jeunesse scolarisée, qui ne touchera le mouvement ouvrier que dans un second temps, et assez marginalement, sauf en France² (ce qui donne cette coloration spécifique au

Le deuxième déplacement de la conflictualité se situe du côté des thèmes portés: le refus de l'autorité institutionnelle en tant que telle et la revendication de la «libre disposition de soi», en particulier en matière de liberté sexuelle. Sans oublier le pacifisme, le tiers-mondisme, l'écologie (encore balbutiante), le féminisme, le refus des contraintes du modèle «for-

¹ Ronald Inglehart, *The Silent Revolution. Changing values and political styles Among Western publics*, Princeton University Press, 1977.

² Et aussi en Italie, mais on ne l'abordera pas ici.



diste» du travail, etc. Dans le langage d'aujourd'hui, on dirait qu'à l'agenda politique, les thématiques sociétales se superposent aux thématiques sociales.

La maturité de nouvelles quêtes

D'où vient ce double déplacement ? Inglehart suggère qu'il est précisément le produit des Trente Glorieuses (toujours en cours à l'époque) : ce qui se fait entendre dans la rue, c'est une génération qui arrive progressivement à «maturité politique» et qui a été socialisée dans une période particulièrement prospère et pacifique en comparaison avec toutes les générations précédentes. Précisément parce qu'elle a grandi dans un contexte particulièrement favorable et protégé, cette génération tend à considérer sa sécurité physique et matérielle comme acquise et se projette dans

des aspirations d'une autre nature : la liberté et l'autonomie, la quête de sens, l'ouverture au monde...

Il est donc logique que ces aspirations soient portées par la génération qui n'a pas ou peu connu la première moitié, très tourmentée, du vingtième siècle. Et il est aussi logique qu'elle soit portée principalement par ceux, parmi ces jeunes, que leur statut social et leur éducation protègent davantage. Au moment où Ronald Inglehart écrit *The silent revolution*, il admet d'ailleurs que cette partie de la population, qu'il baptise «post-matérialiste», reste très minoritaire dans la plupart des pays investigés. Cela se verra d'ailleurs, en France, dès juin 1968, où de Gaulle (qui représente tout ce que les révoltés rejettent) sera largement réélu, avec, notamment, le soutien d'une partie «matérialiste» de la classe ouvrière.

³ La synthèse ramassée à l'extrême proposée ici ne peut évidemment rendre justice à cette idée bien plus complexe dans son développement.

Une suite en perpétuelle évolution

Quelles que soient ses simplifications, ses outrances et ses insuffisances, cette thèse reste probablement un point d'articulation pour comprendre le «basculement» de cette époque³. Mais quelle est encore la pertinence de cette séquence historique aujourd'hui? On pourrait penser que dans notre société globalisée et connectée, qui a connu successivement le choc pétrolier (1973), le thatchéro-reaganisme (années 1980), la chute du bloc de l'Est (1989-1991), les attentats du 11 septembre 2001 et les guerres qui ont suivi, et enfin la crise financière initiée en 2006-2008, les «traces» du basculement du milieu des années 1960 devraient être devenues indétectables. Or, rien n'est moins sûr.

Pour s'en persuader, il suffirait de comparer, dans n'importe lequel des pays concernés, les thématiques qui, ces dernières années, ont occupé l'agenda politique. On n'en prendra qu'un exemple: il aurait paru, dans les années soixante, grotesque et obscène de vouloir légitérer sur le mariage homosexuel, alors que l'homosexualité elle-même était encore à peine légalement tolérée et certainement moralement réprouvée. De même, la lutte contre le harcèlement sexuel, qui occupe depuis quelques mois notre actualité récente et entraîne la chute d'hommes puissants, aurait été inimaginable il y a cinquante ans.

Changement d'oppositions

Il y a donc bien, aujourd'hui, dans notre actualité politique, un vaste

La jeunesse étudiante et lycéenne qui descend dans la rue est clairement plus souvent issue des classes moyennes.

champ de questions «sociétales» (pour reprendre le vocabulaire proposé plus haut) qui vient concurrencer (et à certains moments supplanter) les questions «sociales» dont la place était autrement prépondérante il y a cinquante ans. Bien sûr, on l'a bien défendu dans ce texte, tout cela n'est pas un produit de «l'événement» Mai 68, mais a mûri tout au long de la période qui l'a suivi. La prospérité des Trente Glorieuses a contribué à redéfinir l'espace de la conflictualité politique des pays occidentaux, en la déplaçant partiellement de l'opposition entre capital et travail vers une opposition entre autorité et autonomie. Bien sûr, la logique systémique du capitalisme s'accommode plus facilement de l'autonomie que de la revendication sociale, ce qui amène tout un courant de pensée –dont une partie se définit à gauche– à voir dans cette évolution une sorte de «ruse de l'histoire». C'est un point de vue qui a une vraie pertinence⁴. Une chose paraît sûre, cependant: on ne reconstruira pas de la solidarité sociale sur un retour à l'autorité et l'hétéronomie «d'avant». Mais c'est une discussion qui dépasserait largement le cadre de cet article. 

⁴ Voir Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité* Paris, Raisons d'agir, 2009, 155 p. Ou de manière moins polémique, Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, 848 p.

Sous les slogans, la rage... ou la plage

On se souvient de la Sorbonne en ébullition, des pavés, des barricades, des manifs... et des slogans! Une marée inédite de slogans, dont certains passés à la postérité. Mais pourquoi une telle déferlante de mots balancés comme des cocktails molotov? Une révolution peut-elle faire mouche sans symboles?

Par Fernand Letist
Journaliste

Un slogan de Mai 68 affirmait « Les murs ont des oreilles. Vos oreilles ont des murs ». Est-ce pour cela que les révoltés de France ont forcé l'écrit plutôt que les cris, le texte avant la parole, les mots savamment condensés, rythmés pour formuler les maux de leur génération? Le printemps parisien a produit des centaines de *punchlines*, comme pour envahir l'espace public et le champ visuel. Une cinquantaine de slogans-phares sont restés des symboles historiques de l'esprit de Mai. «Pour se souvenir d'événements, on les désigne souvent par des dates, comme Mai 68, par des photos marquantes, mais aussi par des phrases célèbres. C'est ce qui inscrit un fait dans l'histoire jusqu'à en cultiver parfois l'aura légendaire. Les mots ont de la mémoire. C'est le cas avec les slogans de Mai 68 dont la prolifération a porté à croire erronément que ce fut la naissance du slogan», analyse Laurence Rosier, professeure à l'ULB. «Ce ne fut qu'un pic dans son usage, mais certainement sa manifestation la plus riche.» Notre spécialiste de la linguistique et d'analyse du discours n'affirme pas que Mai 68 aurait

eu moins d'impact sans sa floraison de slogans. En revanche, elle estime que plusieurs facteurs les ont rendus incontournables dans le contexte de cette contestation. «Ils traduisent l'énorme besoin de prise de parole de l'époque, une parole contestataire qui veut s'échapper des murs habituels comme ceux de la Sorbonne et se répandre, envahir les murs de la cité, de la rue, pour que la parole se fige sur la pierre ou sur l'affiche et reste. L'idée est aussi: «on prend la parole, comme on prend la Bastille». À l'époque, écrire sur les murs est un acte très transgressif, public et destiné à fédérer. À l'image de l'un d'eux, «L'imagination au pouvoir», les slogans sont des incantations à l'imaginaire commun.»

Chahut petit-bourgeois

Beaucoup sont poétiques et surtout extrêmement utopiques («Prenons nos désirs pour des réalités»; «Vivre sans temps mort et jouir sans entrave»; «Il est interdit d'interdire»...) et célèbrent une aspiration profonde à la liberté tous azimuts d'une «jeunesse étu-

diante nombreuse dont 90 % environ est issue des classes privilégiées, bien éduquée, socialisée, élevée dans une ère de progrès permanent, de croissance économique et d'un réel niveau de confort», comme l'explique Marc Jacquemain, professeur de sociologie à l'ULg. «Pour cette génération, "demain doit être toujours meilleur" et centré sur l'épanouissement, le désir de changer de vie. Chacun veut devenir maître de sa vie et s'exprimer». Bref, être libre.

Globalement, la production massive de slogans sera surtout le fait d'intellectuels, de bourgeois et d'artistes. «Un chahut petit-bourgeois» décoche même le mouvement ouvrier, l'autre aile de la révolte. Mais, même bobo (avant l'heure), la charge politique est loin d'être en reste dans la panoplie

des slogans ciblant le pouvoir gaulliste autoritariste en place, les institutions, les partis. «Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi», résume une inscription. Et ça tape avec verve! Car, finies les tirades ampoulées. On est dans l'ère du baby-boom, de la société de consommation, des médias télé et radio en pleine ascension et de la pub conquérante aux slogans qui claquent pour vanter des marques.

Mai 68, tantôt par appel d'air du temps, tantôt par cynisme anti-système voire esprit satirique va piller les recettes d'une société de consommation qu'il dénonce. «Les slogans ont en commun avec la publicité ou la com politique leur pouvoir de séduction par les mots. C'est le raccourci-choc d'une idée, le condensé imagé d'une opinion. À l'époque, beaucoup de jeunes gra-



vitaient dans les milieux de la pub et de la com. Un slogan comme «Sous les pavés, la plage» a même un petit parfum Club Med. Le slogan étant un reflet déformé de la société, l'inspiration publicitaire se comprend», estime Laurence Rosier. «Les émeutiers ont utilisé ce qui marche, la modernité de l'époque, voire les armes de l'ennemi. Comme le font les Anonymous et autres hackers aujourd'hui.»

#Mai68

Et ce n'est pas la seule passerelle que notre spécialiste de l'analyse du discours voit entre mai 1968 et mai 2018. «Les réseaux sociaux, c'est un peu la nouvelle rue. Sur Facebook, on écrit d'ailleurs sur les murs les uns des autres. Toute une série de gens ne s'exprimaient pas avant les réseaux sociaux qui ont libéré, pour le pire et le meilleur, leur besoin de s'exprimer. Voire de se mobiliser, comme via la plateforme citoyenne. Les réseaux sont venus à un moment où s'essoufflait la militance. Chacun peut donner son avis, se grouper, se fédérer... exister publiquement.»

À cette nouvelle libération s'ajouterait un autre parallèle côté forme et contenus: «Comme pour les slogans, l'heure est à la brièveté qui est la contrainte utile de la force d'un message. D'où le tweet en 140 signes maximum ou les hashtags qui ont l'essence du slogan, voire sa force de ralliement. De "Nous sommes tous des Juifs allemands" à "#jesuischarlie" on peut voir un continuum. Tout comme des plus violents "CRS SS" à #balanceton-

porc. De 1968 à aujourd'hui a percolé ce souci du slogan recherché et bien. Qu'ils soient féministes, pour le "mariage pour tous", contre l'homophobie, contre la répression des migrants, les mouvements sociaux y reviennent. À chaque changement culturel ou question de société prégnante, la formule-choc (peinte sur les murs ou viralisée sur le web) reprend du poil de la bête. À chaque fois que l'on veut descendre dans la rue en fait.»

Mai 68 à Paris en fut un summum. Est-ce à dire que l'avalanche de slogans ne pouvait se produire qu'en France? «Il est vrai que notre voisin avait une forte prédisposition» comme le note Laurence Rosier. «Les slogans de Mai 68 s'inscrivent dans un patrimoine linguistique, une forte mémoire collective française à côté des proverbes et maximes.» D'autre part, la tradition intello-littéraire et le champ lexico-stylistique très riche de la langue française formaient le terreau idéal de la verve contestataire. «Il y a comme une tradition française à hisser des mots, des phrases comme des étendards de combat. Des phrases courtes travaillées par des figures de style pourries d'effets. Les slogans qui ont le mieux marché s'appuyaient sur des tournures pétrées de l'esprit français: répétition ou inversion de mots, assonances, paradoxes, détournements, jeux de mots. Des ficelles poétiques et rythmiques que l'on retrouve dans le rap et le slam.» Rien ne se perd, tout se recycle. C'est sûr, les murs de Mai 68 ont eu de l'oreille. 

Vivre sans temps mort, jouir sans entrave

Cinquante ans après le début de la libéralisation sexuelle, quel regard porter sur notre intimité ? Depuis le fameux slogan « Vivre sans temps mort, jouir sans entrave », sommes-nous libéré.e.s de tous tabous et obligations ? Et qu'est devenu notre rapport au corps ?

Par Chris Pauli
Docteure en anthropologie - ULg

Mai 68 ? Époque charnière. Il y a désormais un avant et un après. Même si ce moment de fracture dans un système ronronnant de l'histoire n'a pas laissé toutes les traces et tous les avantages obtenus ou espérés. Avant tout mouvement de revendication pour la liberté de pensées, contre le consumérisme, contre les codes et les dogmes, pour la libération sexuelle, contre les forces de l'autorité, Mai 68 a généré non pas un, mais plusieurs mouvements, qui se sont finalement rassemblés pour crier leur colère, leur soif d'un autre monde, sans carcan, sans contrainte et libre. À Paris, étudiants et universitaires réunis dans les amphithéâtres, assistent à des meetings, clamant leur revendications, dénoncent le système, issus majoritairement du milieu bourgeois, protégé, partageant les mêmes origines et aisances sociales, financières, leurs perspectives professionnelles semblables et surtout morales. Puis descendant dans la rue. À côté éclatent grèves et insubordination des mouvements

ouvriers. Les choses explosent partout, en provinces, en Belgique, en Allemagne, aux États-Unis...

Les slogans ont fait partie des défilés, écrits sur les murs, clamés en rythme à tout vent, relayés dans la presse. « Vivre sans temps mort ! » Avoir du travail, des loisirs, utiliser toutes les minutes de la vie sans rien perdre, pour s'amuser, dévorer les heures, bouger, sortir, entre copains, rentrer à pas d'heure, être au lit juste pour dormir ou faire l'amour, ne jamais s'ennuyer, boire, fumer, aller au cinéma, faire la fête, et flirter, coucher, aimer en toute liberté.

Mon corps à moi, mais...

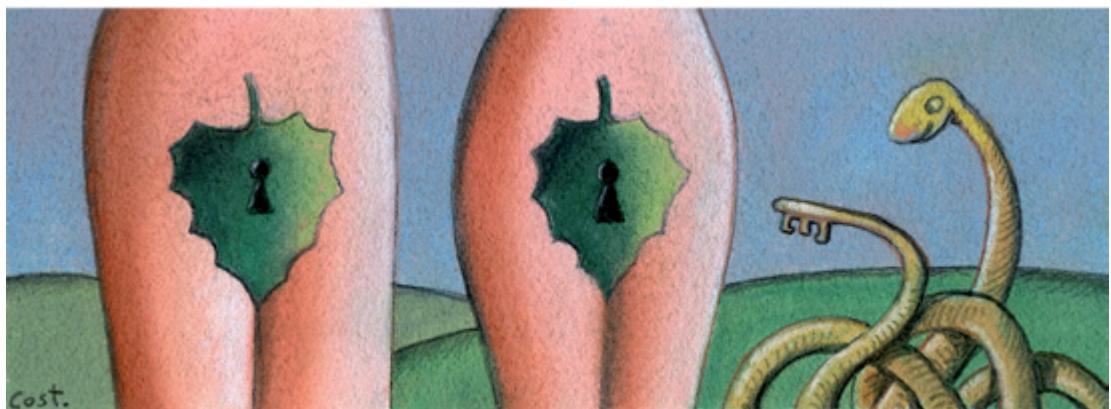
Mai 68 revendiquait la libération. De toutes les craintes et de toutes les obligations. Une autre manière de vivre, mieux, loin des chaînes symboliques et des paraîtres de classe. Création et revendication d'une jeunesse qui s'installe et s'affirme en tant que telle.

La pilule libère les comportements sexuels. Jeunes filles et femmes peuvent – enfin – faire l'amour librement, sans crainte et jusqu'à l'orgasme. Plus de coït interrompu, de relation stressée, pourrie par la hantise d'une grossesse, fini le risque d'être enceinte (« Un enfant si je veux, quand je veux » en découle). Jouir enfin. Aussi souvent qu'on en a envie. Et avec qui l'on veut. « Mon corps m'appartient. »

Pourtant, alors qu'un homme est un Don Juan ou un dragueur, aujourd'hui encore, une femme qui a – eu – plusieurs partenaires reste une salope. De plus, ce qui était au départ un souhait équitable et attendu, est devenu pour certains une finalité exacerbée. Pratiquer une sexualité libérée n'est plus seulement une envie ou un besoin, c'est devenu un but. Avoir des expériences sexuelles, ne plus être vierge, multiplier les partenaires, avoir un orgasme deviennent des obligations. Surtout ne plus paraître « coincé » dans sa sexualité et dans sa bourgeoisie. Avoir un orgasme prouve les capacités du partenaire.

Peu importe la tendresse, les préliminaires, les affects, il faut jouir, n'importe quand et dans toutes les conditions, preuve que la relation sexuelle était intéressante. Sexe et amour sont dissociés.

Jouir sans contrainte, c'est libérer le corps des corsetières, des gaines et, dans la même voie, des soutiens-gorge. Les poitrines libres aux seins nus vont se multiplier avec le mouvement hippie qui a essayé notamment d'autres manières de vivre sa vie et sa sexualité, en couple, en communauté, amour libre, sans les entraves du mariage rejeté comme une contrainte bourgeoise. En essayant de recréer une manière de vivre où le corps libre s'épanouit, sans frein, où les sentiments et les désirs trouvent une réponse hors les normes codifiées. Où le travail répétitif, enfermé, dans les villes, les industries, les bureaux ou l'entreprise est considéré comme une contrainte capitaliste, entrave à l'épanouissement, où la nature, les fleurs, l'eau, la nourriture, la musique et le partage sont au premier plan. Bientôt accompagnés, revers des libertés décidées, de prise de psychotropes,



de cocktails divers, de moyens qui devaient aider à se libérer et à fuir les contraintes, physiques, familiales, sociales ou affectives.

Les années sida

Mais les entraves ne se larguent pas aussi facilement. Dans les années 1980, le sida a stoppé net cette liberté sexuelle. Comme si elle était asociale et amorale, comme si refuser d'être sous contrôle, d'observer des contraintes, de se sacrifier dans ses relations, trouver le plaisir, ou revendiquer l'orgasme étaient choses inacceptables, immorales, indignes d'un être humain. Aux États-Unis, la stigmatisation des trois H s'installe dès l'apparition du sida, maladie des homosexuels (immoraux, décadents et déviants), des héroïnomanes (sans volonté, déviants sociaux), des Haïtiens (des noirs rapidement confondus avec cette population qui dérange l'*establishment* blanc et qui ont obtenu les droits civiques). Les croyances diverses sont réapparues, sentencieuses. Sida, punition divine (!) contre la luxure, la dépravation et la décadence sexuelles. Ce qui stoppa violemment cette liberté sexuelle acquise. Sexe libre, péché! Partenaires multiples, péché! À côté de cela, les scientifiques ont pris du temps pour trouver un frein à ce virus monstrueux. Se protéger, par l'abstinence, dixit l'Église. Avec une capote, dit la médecine. Or, depuis, MST et IST ne font qu'augmenter. La capote: question de culture et de prix! Illusion de sécurité. D'un autre côté, les réappropriations du

corps et de la sexualité des femmes reviennent en force, sous de nouvelles formes parfois. Serment de virginité/alliance entre père et fille. Des jeunes vivent à nouveau des relations sexuelles frustrantes, cumulant dans un même rapport pilule, préservatif masculin et coït interrompu, non par hygiène ou respect, mais par peur d'une grossesse.

Informer, encore et toujours

La désinformation fait circuler des idées d'une autre époque, par exemple celle qu'il n'y a aucun risque au premier rapport. D'autres, inquiétantes, du style: «Si on oublie sa pilule, il suffit d'en prendre plusieurs plus tard» ou «une fellation, c'est rien, c'est pas du sexe». Certaines partagent leur plaquette avec les copines ou leur partenaire. Les jeunes savent tout donc pas besoin de leur apprendre la sexualité et ses détails. Or ils savent tout, ou peu, mais aussi n'importe quoi. Information sur Internet légitimée par le fait d'être à l'écran, pornographie et porno-chic à vue dès le plus jeune âge, grossesses précoces à 15 ans comme stratégie de couple, culture du viol, harcèlement et violences sexuelles institutionnalisées, homophobie, MGF, remise en cause du droit à l'avortement, confusion entre femme libérée et choix du consentement démontrent non seulement à quel point jouir sans entrave est compliqué, mais aussi combien l'information est indispensable, qu'il faut rester attentif et préserver cette liberté sexuelle au quotidien. 

Voter, la panacée ?

Parmi les slogans phares de Mai 68, «Élections, piège à cons» continue à être régulièrement cité. Quelle portée a-t-il aujourd’hui, alors que les mouvements citoyens reviennent sur le devant de la scène, réinterrogent la démocratie et les processus participatifs ? Interview de John Pitseys, chargé de recherche au CRISP¹.

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Que vous inspire le slogan : «Élections, piège à cons» ?

Dans nos démocraties, le régime représentatif est complètement assimilé à l’idéal démocratique lui-même. On pense inévitablement au fait de voter et d’être élu. Mais en dehors de cette fausse évidence, il y a une série de critiques classiques qui sont adressées à nos démocraties : la première consiste à dire que la représentation est une délégation et une aliénation de notre pouvoir démocratique. Selon une autre critique, la représentativité politique serait là pour représenter l’intérêt général, mais dans les faits, ce ne serait pas le cas. Elle ne ferait qu’agrégé les intérêts particuliers et parfois très privés des élu.e.s. Dans cette critique, la représentation politique est finalement une sorte de miroir aux alouettes qui permet des arrangements entre copains.

C'est l'une des sources du populisme actuel ?

Oui, c'est une critique qui est relayée par des mouvements populistes, mais elle n'est pas nouvelle et elle est souvent utilisée par les critiques conservatrices.

Puis, il y a une critique que l'on entend plutôt à gauche du spectre politique, mais pas seulement, et qui consiste à dire que la représentativité constitue une structure idéologique qui masque la réalité des rapports de domination. Alors pourquoi l'élection serait dans ces cas-là un «piège à cons» ? Parce qu'elle nous fait croire que notre parole pourrait compter. Alors que même si c'était le cas, cela ne changerait pas l'état des rapports politiques et économiques. Et, dans le pire des cas, cette parole n'aurait pas de poids au sein des institutions démocratiques. Celles-ci sont certes soumises à un certain nombre de blocages, parfois de manière explicite et assumée. Le but étant qu'un acteur singulier ne puisse pas, seul et sans contrôle, faire voter des lois et imposer des règles collectives. C'est la raison d'être de la division des pouvoirs.

Les mouvements citoyens politisés reviennent à nouveau en force : est-ce le signe d'un sursaut démocratique ou le signal d'un système en panne ?

Affirmer que la démocratie représentative n'est pas à la page, c'est un peu voir les choses en noir et blanc. Main-

¹ Centre de recherche et d'information sociopolitiques.

tenant, cela ne veut pas dire qu'elle fonctionne toujours bien. D'une part, parce que c'est un amendement de la démocratie directe, une sorte de compromis entre une représentation un peu aristocratique et la démocratie directe. D'autre part, les avantages de la démocratie représentative peuvent parfois se retourner contre elle. On entend parfois que ce système permettrait la prise de décisions plus effectives et rationnelles que dans une démocratie directe. Or, ce n'est absolument pas vérifié. De plus, la figure de la démocratie représentative est fortement associée à celle de l'État-nation qui est lui-même remis en question, notamment en Belgique. Donc, c'est vrai que la démocratie ne fonctionne pas toujours bien et qu'elle est par définition, presque toujours en crise. Ce qui signifie en fait que les gens ne sont pas tous d'accord sur ce qu'est la démocratie.

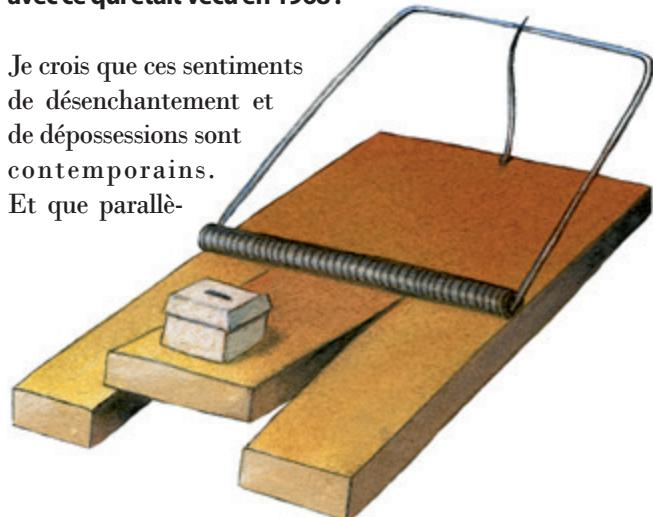
D'autres modèles permettraient-ils de satisfaire davantage les citoyens qui émettent ces critiques ?

Certains estiment qu'un régime qui les représenterait mieux produirait des décisions plus efficaces et plus visibles, ce qui n'est pas du tout incompatible avec une décision plus autoritaire de la décision politique. Donc ceux qui affirment qu'il faudrait davantage faire entendre la voix des citoyens diront cinq minutes plus tard qu'il faut arrêter les «parlementailleries» et qu'il faut des représentants qui prennent des décisions claires et rapides. Cela peut donc aussi conduire à voter pour des partis pour lesquels la réforme de la démocratie n'est pas du tout à l'agenda. Cela dépend si le mouvement citoyen

contesté ou non le système de démocratie représentative. On peut affirmer qu'il manque quelque chose de fondamental dans le système actuel sans le contester sur le fond.

Pensez-vous que les citoyens éprouvent un sentiment de désenchantement et de dépossession de la chose politique ? Et peut-on faire un rapport avec ce qui était vécu en 1968 ?

Je crois que ces sentiments de désenchantement et de dépossessions sont contemporains. Et que parallè-



lement, on ne sait pas où et comment les décisions sont prises et comment les influencer. Avec l'idée qu'il est presque inutile de participer au débat public. Je ne pense pas que c'était le sentiment qui prévalait en Mai 68. C'était l'époque des Trente Glorieuses, avec des sociétés riches et qui produisaient beaucoup, des positions et clivages politiques assez identifiables, dans une phase de mondialisation vécue de façon plutôt heureuse. Avec ce sentiment que tout était possible. Ce n'était pas une réaction face à un sentiment d'impuissance, mais plutôt une sorte de pleine puissance pour changer une société qui était perçue comme étouffante.



John Pitseys,
«Démocratie et
citoyenneté»,
dossier du CRISP
n° 88, novembre
2017, 116 pages.
Prix: 7,5 euros

Plus de liens, moins de biens

La Baraque : le nom de ce quartier de Louvain-la-Neuve en dit déjà long sur l'esprit qui l'anime. Un quartier aussi bigarré qu'improbable, fruit de la saga louvaniste post-68 et de l'implémentation massive de l'UCL dans cette région. Aujourd'hui, 150 habitants y vivent sous le mode d'habitat léger et collectif. Rencontre.

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

«Une brique dans le ventre» : un adage bien belge qui ne fait rêver ni Vincent ni Sylvie ni Françoise. C'est que leur nid douillet, ils l'ont choisi tout autre : lové au sein d'une grande prairie arborée, dans des roulettes, des cabanes, chalets, dômes et autres formes architecturales peu usuelles. Particulièrement sur le site universitaire de Louvain-la-Neuve, qui flirte de très près avec une uniformisation massive. Le quartier de La Baraque est avant tout celui de résistants. Ses habitants, qui se surnomment –non sans un sens de l'humour bien balancé– les «Baraquis», sont conscients d'hériter d'une histoire particulière, qui continue à s'écrire avec de nouveaux enjeux contemporains. En 1952, il n'y avait encore que 22 maisons traditionnelles et quelque 77 habitants, dans ce petit hameau campagnard du Brabant wallon. Puis surgit 1968, la crise louvaniste et le tristement célèbre «*Walen buiten, walen raten*» (les Wallons dehors, les rats wallons).

Une période qui voit l'éclosion de l'Université catholique de Louvain (UCL) et des centaines de constructions pousser de terre comme des champignons. L'expropriation est brandie, comme toujours dans ces cas-là. Sauf que certains irréductibles résistent et refusent de quitter leur lieu de vie. Courant des années 1970, quelques étudiants s'installent ensuite dans la prairie du hameau, au sein de roulettes, alors que d'autres réhabilitent les anciennes serres à raisins en logements. Solidaire du projet, l'Unité d'architecture installe dans la foulée des dômes géodésiques, dénommés «les bulles». Aujourd'hui, ces habitats hétéroclites constituent la marque de fabrique de La Baraque.

Zone expérimentale

On s'en doute, ce projet d'hébergements, peu soucieux des normes en vigueur, ne plaît pas à tout le monde. «Mais nous sommes peut-être encore plus gênants aujourd'hui, glisse Fran-

çoise Demortier, qui vit là depuis vingt ans avec son fils. Car avant, nous étions loin du centre et aujourd'hui, nous sommes au milieu des autres quartiers de Louvain-la-Neuve. De plus, le prix de l'immobilier dans la région ne cesse d'augmenter, on ne respecte aucune loi au niveau urbanistique ou architectural, ce qui est très embarrassant pour

les pouvoirs publics. Nous sommes dans leur chemin!» En 1991, l'existence du hameau s'est quelque peu «officialisée» au travers de la négociation d'un «plan particulier d'aménagement» (PPA) avec l'Université et la commune, en vue d'octroyer un cadre juridique à ce lieu de vie alternatif et d'imposer des normes de sécu-



rité et d'hygiène. Les «Baraquis» qui sont partie prenante de la négociation, restent plus que réticents à toute forme d'injonction administrative et affirment vivre en «zone expérimentale». Ils assument d'ailleurs pleinement toutes les charges nécessaires à cette vie en communauté: depuis l'installation des raccordements à l'eau, l'électricité et le gaz, jusqu'à l'approvisionnement en bois, principal combustible pour le chauffage des habitations, à l'installation de toilettes sèches et autres équipements communs, comme des machines à laver. L'autoconstruction est la règle, une valeur pionnière du quartier. «Je n'y connaissais rien à la base, car je venais de la ville», raconte Sylvie Marié, une employée dans le secteur humanitaire, arrivée dans le quartier il y a 30 ans. «Mais j'ai appris à construire et à réparer ma maison, je suis même devenue ébéniste. Ici, on regorge de talents, il y a toujours quelqu'un qui a le savoir-faire nécessaire pour se débrouiller et aider les autres.»

L'autogestion à 100 %

En dehors de cette dimension urbainistique alternative, la Baraque, c'est avant tout un projet de vie. En communauté pour certains. Alors que d'autres vivent en couple ou en famille dans leur propre structure. «Ce n'est pas vraiment une collocation, on s'est finalement adaptés à l'architecture, avec une grande bulle qui constitue notre espace commun et de petites bulles dédiées aux espaces privatifs», explique Vincent Pourcelle, un quadra, ingénieur de formation, qui vit dans le

quartier depuis 4 ans. «Le quartier a commencé comme ça», intervient Sylvie. «Vous êtes les derniers survivants de ce modèle collectif.» Sylvie habite seule une roulotte qu'elle a aménagée et «étendue» au fil des ans, avec différents matériaux recyclés, ce qui constitue aussi l'une des caractéristiques de La Baraque. Elle a d'abord été attirée par le site naturel, mais aussi par le mode de fonctionnement du quartier. «C'est le côté nature et un peu boy-scout qui m'a vraiment séduite, mais ça, c'est un peu le stéréotype. Ensuite, il y a la réalité, avec la dimension d'autogestion. J'étais étudiante quand je suis arrivée, et à l'époque, les câbles électriques passaient dans les arbres, il n'y avait pas d'eau courante, on devait aller remplir des bidons, ce qui n'était pas évident en hiver». Histoire quelque peu similaire pour Françoise, qui vit là depuis 20 ans, avec son fils. «À la base, je suis bruxelloise, et il y a vingt ans, je voulais reprendre des études d'assistante sociale. Je suis arrivée ici grâce à une amie et quand j'ai vu les roulettes, cela m'a fait rêver: c'était un bon compromis entre le village et la ville. J'ai acheté ma première roulotte 8 000 francs belges. Ici, les gosses grandissent ensemble. Cela leur apporte beaucoup de débrouillardise, de l'autonomie, de l'ouverture. Il y a tout un village pour s'occuper d'eux!»

La Baraque s'étale en trois sous-quartiers: le jardin, les bulles et le talus, au sein desquels ni pavements ni voitures ne s'immiscent entre les sentiers qui bordent les habitats.

On ne vient pas ici pour vivre tout seul, en faisant fi des voisins. Ou alors c'est une grosse dérive et ça ne marche pas.

En hiver et par temps pluvieux, il faut s'accommoder de la boue. Mais dès les beaux jours, la nature reprend ses droits et les potagers embellissent le paysage. Cependant, cette «enveloppe» naturelle n'est pas le seul attrait du quartier. Certains y arrivent pour des raisons financières, car le logement est devenu inaccessible, ou par idéalisme de vie. «Je ne rêvais pas du tout d'habiter ici. Je suis Français d'origine et je suis venu étudier à l'UCL. Je connaissais le quartier de La Baraque, mais je regardais cela de loin. J'ai d'abord logé dans un autre habitat collectif de Louvain-la-Neuve et je voulais poursuivre sur ce mode communautaire. Je ne vois pas ici le côté nature comme les autres, car je suis un campagnard, à la base. Pour moi, La Baraque, c'est un quartier urbain. Je n'arrive toujours pas à me faire au bruit de la E411!» raconte Vincent Pourcelle. «Par contre, on y retrouve en effet un mode de fonctionnement villageois. On se connaît tous, et même si tout le monde n'est pas ami, il y a une vigilance envers les autres.»

De l'anti-spéculation

Pour les prises de décisions qui ont un impact sur la vie des habitants,

le modèle est également celui de la gestion participative. Tout nouveau candidat désireux de rejoindre le hameau doit d'ailleurs se présenter devant les «Baraquis» afin d'exprimer ses motivations et évaluer si celles-ci rejoignent celles des autres. «On ne vient pas ici pour vivre tout seul, en faisant fi des voisins. Ou alors c'est une grosse dérive et ça ne marche pas. Il faut avoir envie d'être en lien avec les autres, sinon, c'est handicapant. On a besoin des forces vives de tout le monde. Même si chacun s'investit de manière différente, avec ses ressources, ses possibilités du moment. Car il y a des tonnes de choses à gérer, que ce soient les espaces verts, les travaux collectifs, convoquer et assister aux réunions, organiser une fête. Et tout se décide en réunion, si elles ne sont pas suivies par les habitants, on ne sait pas prendre de décision», précise Sylvie. Avec quelque 150 habitants, soit trois fois plus qu'en 1991, la prise de décision collective est plus difficile aujourd'hui. Et parfois très lente, ce qui est d'ailleurs revendiqué par certains.

Veiller à maintenir cet esprit de gestion collective n'est pas uniquement philosophique, il s'agit aussi d'un choix vital. «L'enjeu est de pérenniser l'expérience de notre habitat. Le terrain est squatté, mais cela se fait en discutant avec le propriétaire, l'UCL, et avec la commune. Il y a plein de squats en Europe qui sont pérennes depuis 20-30 ans, avec des familles. En ce sens, c'est une occupation, mais avec des liens entre les parties : habitants, communes, pro-



priétaires», explique Vincent Wattiez, l'un des habitants du quartier, membre du Réseau brabançon du droit au logement (RBDL) et ardant défenseur de l'habitat léger. Lorsqu'un habitant ou une

famille quitte le quartier et souhaite revendre son logement, là encore, la collectivité a son mot à dire. Le but est d'éviter la spéculation, qui entacherait rapidement le fonctionnement actuel. Ici, on n'achète pas

son terrain, seulement son habitat, qui est aussi parfois transmis gratuitement. Et lorsque quelqu'un part, le sortant doit annoncer son prix. Un outil d'évaluation a été créé afin de tendre au juste prix, mais il n'est pas obligatoire. «Si quelqu'un pouvait arriver ici en achetant son habitat sans que les autres soient concertés, ce serait la fin des haricots. On souhaite éviter la spéculation, c'est un garde-fou important», précise Vincent Pourcelle. Cela est inscrit dans les statuts de l'ASBL qui gère le quartier et les habitants veillent au grain, car la pression immobilière dans la région est particulièrement forte. Il y a une demande par semaine de personnes qui souhaitent s'installer à La Baraque. Récemment, une habitante a voulu vendre sa roulotte à un prix jugé indécent. Les «Baraquis» lui ont alors demandé de la vendre en dehors du quartier si elle ne voulait pas se conformer au règlement. «L'antidote, c'est que quand une personne part, elle propose quelqu'un à sa place et l'ensemble des habitants du quartier accepte ou pas. Si ce mécanisme lâche, je ne donne pas cher de notre peau d'ici vingt ans. J'ai moins peur d'une armée de flics, que du spéculateur qui sommeille en nous», affirme Vincent Wattiez.

Le lien, d'abord

«Vivre ensemble» et «faire ensemble» sont les maîtres-mots de la philosophie du quartier. «Le lien social, on en bouffe, du matin au soir. Mais en fait, il n'y en a jamais

Ici, on n'achète pas son terrain, seulement son habitat, qui est aussi parfois transmis gratuitement.

assez. Ici, pas besoin d'organiser de fête des voisins pour se parler. On communique par tous les canaux possibles, jusqu'aux plus fleuris», souligne Vincent Wattiez. «Les gens qui sont ici ont un penchant pour vivre ensemble. Certaines personnes cherchent à vivre dans l'alternatif, en marge, mais ce qui nous lie davantage, c'est cet appel à se rassembler.» Qu'inspirent Mai 68 et sa ribambelle de clichés, du hippie aux expériences de vie communautaire et participative ? Vincent Wattiez et les «Baraquis» se méfient de l'image que l'on pourrait donner d'eux, en mode hippie post-soixante-huitards. «Pour moi, cette période est celle de l'insurrectionnel et du questionnement d'un mode de vie qui était celui de nos parents, qui oui, me donne la chair de poule. Mais si La Baraque est issue d'un contexte spécifique de l'époque, et particulièrement du "Walen Buitien", c'est l'image hilare que l'on veut donner des hippies qui me dérange. Je ne veux pas que l'on soit associés à cela. En fait, la Baraque, c'est un vrai Frankenstein». 

Le mouvement sinusoïdal d'un demi-siècle

Une véritable révolution, Mai 68 ? Ou une révolte de fils à papa, étudiants émancipés des beaux quartiers parigots ? Et qu'en reste-t-il ? Autant de questions que Jean-Yves Pranchère, chargé de cours en théorie politique à la faculté de Philosophie et Sciences sociales de l'ULB, analyse en les posant en miroir face aux problématiques contemporaines.

Propos recueillis par Jean Bernard
Journaliste

Mai 68, était-ce une révolution bourgeoise faite par des étudiants fils à papa ou bien sa base populaire était-elle solide ?

Déjà, y a-t-il eu révolution ? Il y a eu en tout cas des progrès considérables. Raymond Aron avait écrit en réaction à Mai 68 *La Révolution introuvable* parce qu'effectivement, après mai, on n'est pas sorti du capitalisme, on n'est pas entré dans une nouvelle société... Par contre, que Mai 68 ait eu une base populaire, je n'en doute pas. Le livre récent de Ludivine Bantigny, 1968. *De grands soirs en petits matins*, retrace cette dimension populaire, ouvrière, toute cette tradition de grève qu'il y a eu au cours de l'année 1968 et qui explique que la révolte étudiante a pu être le catalyseur et le déclencheur d'une grève gigantesque qui a paralysé la France tout un mois. Mai 68 est un mouvement très hétéroclite. L'impact

de la dimension féministe a été considérable alors même que nombre d'ouvriers ou d'étudiants révoltés ne brillaient pas particulièrement par leur féminisme.

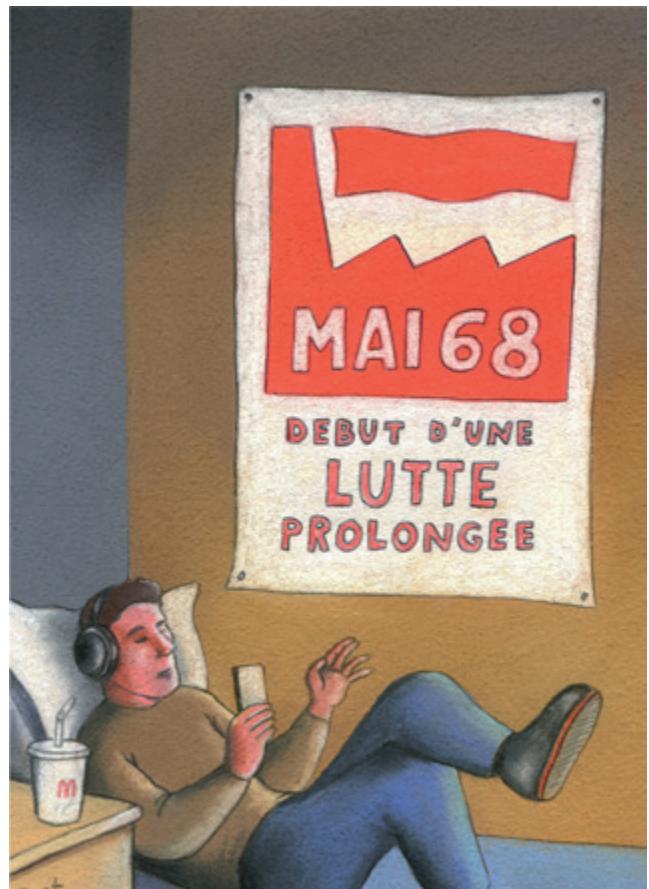
Que reste-t-il de Mai 68, du coup ?
Certes, Cohn-Bendit a conservé ses valeurs, mais beaucoup d'anciens soixante-huitards se sont très bien adaptés à l'économie de marché. À l'inverse, on a eu l'épisode victorieux des «Zadistes» opposés à la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, près de Nantes...

Ce qui, au fil du temps, a disparu, ce sont les illusions révolutionnaires. La vague néolibérale les a emportées, alors que les accords de Grenelle constituaient pourtant une fantastique consolidation de l'État social. Cependant, on se rend compte que l'État social a été poussé assez loin et

n'est pas si facile à démanteler dans les esprits; l'un des acquis est donc le sentiment anti-oligarchique. En outre, le libéralisme économique fait l'objet d'une adhésion bien plus méfiante qu'il y a vingt ans. Les dégâts du néolibéralisme ne cessent de faire grandir la demande de résistance. La question de l'héritage de Mai 68 se pose à chaque génération: quelle part d'héritage reprendre ou faire fructifier; y compris des pans en déshérence.

Auxquels pensez-vous ?

Au retour dans certains secteurs de la gauche radicale d'un discours autogestionnaire, d'un socialisme libertaire, de la contestation de la séparation entre travail intellectuel et travail manuel –je renvoie au livre récent de Manuel Cervera-Marzal, *Pour un suicide des intellectuels*. De plus, le discours anti-capitaliste est beaucoup plus fort et audible depuis la crise de 2008, qu'il ne l'était dans les années 1990. La montée de la précarisation va sans doute être beaucoup plus sensible encore lorsqu'on arrivera à des générations qui ne bénéficieront plus des acquis parentaux, contrairement aux générations actuelles qui profitent encore de l'héritage parental issu de Mai 68. Ce que relève Louis Chauvel dans *La Spirale du déclassement*, c'est qu'il y a eu longtemps une dynamique plus égalitaire; des mécanismes de l'État social ont joué, les gens ont pu accéder à la propriété. Aujourd'hui, on observe que beaucoup de jeunes, d'un point de vue chiffré, ne vont pas trop mal, mais en fait dépendent des acquis parentaux. On ne mesurait pas cette dégradation dans les années 1970-1980, ce



pourquoi d'ailleurs le capitalisme a fait l'objet d'un consensus si fort dans les années 1980-1990.

Un salaire ne suffit plus, quand on a la chance d'en avoir un...

Cela amène un discours radical, comme on en a vu au moment de Nuit debout, qui fut peut-être tout autant, voire plus utopique que Mai 68, dans la mesure où on ne voit pas quels sont les moyens de la radicalité: en 1968, il y avait des syndicats puissants, capables de paralyser un pays. Nuit debout, c'était un peu «Cause toujours».

Nuit debout – tout autant, voire plus utopique que Mai 68 –, c'était un peu «Cause toujours».

Que connaît cette génération de Mai 68 ?

Peu de choses. Ce qu'on retrouve dans cette génération, ce sont plutôt des situations de crises qui produisent des affects, des éthos ou des imaginaires qui peuvent par certains côtés rappeler Mai 68. S'il y a un lien direct avec Mai 68, il serait à chercher dans le fait que dans la foulée du mouvement se sont quand même consolidées des évidences démocratiques, égalitaires, antiautoritaires. Dans la mesure où actuellement ces évidences, ces acquis sont attaqués de façon de plus en plus profonde par la vague néolibérale, certains affects soixante-huitards peuvent s'en trouver réactivés. Mais cela ne concerne que certains secteurs de l'opinion; on s'aperçoit que les affects les plus dominants sont ceux qui penchent du côté de l'extrême droite, du nationalisme.

En Belgique francophone, on assiste plutôt à la montée de l'extrême gauche. Et il y a Mélenchon en France.

On a les deux phénomènes, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où le néolibéralisme induit une nouvelle polarisation sociale. La dynamique des années 1970-1980 a été une diminution de cette polarisation, les différences gauche-droite s'estompant. Maintenant la gauche et la droite classiques sont en train de fusionner comme on

le voit en France, constituant alors une partie du mouvement politique et n'occupant plus tout l'espace, laissant la place aux extrêmes. Ce qui n'est pas sans danger: en 1968, la démocratie sociale et libertaire était offensive, expansive; aujourd'hui, elle est en position défensive. En mai 1968, l'extrême droite française connaissait sans doute le plus fort repli de son histoire.

Pour décrire ces 50 années, pourrait-on parler d'un mouvement sinusoïdal ?

Absolument. Par contre, quelque chose de 68 ne s'est jamais perdu: les luttes micropolitiques, contre les rapports de domination qui peuvent s'installer dans des rapports sociaux qui ne sont pas directement politiques ou économiques. Si certaines ont été abandonnées –les conditions des prisons– en revanche, les luttes féministes continuent à remporter beaucoup de victoires. À bien des égards, #Metoo est l'exemple type de la révolte, de la libération de la parole contre les violences qui vont de soi, ce qui était le propre de Mai 68. Il est cocasse de constater que ce sont parfois d'anciens soixante-huitards ou des militantes féministes comme Anne Morelli qui répètent les discours d'effroi devant Mai 68: «Mais on s'en prend à l'enseignement», «on détruit les familles», «c'est la fin de la séduction», «mais que fait la police?». Phénomène classique chanté par Jacques Brel! 

Destitution de l'autorité

La défiance à l'égard de toute forme d'autorité ou de domination, quelle qu'elle soit, singularise 1968. Spécialiste de cette époque et plus spécifiquement de l'engagement des intellectuels, Boris Gobille¹ publie un essai décisif sur la manière dont les écrivains – notamment ceux de l'avant-garde – se sont emparés de Mai 68. L'autorité symbolique n'existe plus d'emblée, même celle des auteurs et des intellectuels.

Par Véronique Bergen
Philosophe

Mai-Juin 68 constraint les écrivains, les avant-gardes surtout, à prendre position. Innervées par le structuralisme, proclamant la «mort de l'auteur» (notion bourgeoise), les avant-gardes littéraires semblent en phase avec la contestation anti-autoritaire qui anime le mouvement. Or, vous pointez une mise en crise des avant-gardes par la vague sociopolitique de Mai 68. Pouvez-vous déplier l'enjeu ?

La «mort de l'auteur», proclamée par Roland Barthes dans *Aspen Magazine* en 1967 et dans la revue *Manteia* en 1968, reste une mort très théorique. Les écrivains d'avant-garde qui se réclament du structuralisme, comme les animateurs de *Tel Quel*, continuent de publier des livres sous leur nom. Ce que change radicalement la contestation anti-autoritaire de Mai-Juin 68, c'est qu'elle remet en cause de façon très concrète toutes les formes d'autorité, et parmi elles l'*auctoritas* de l'auteur. Nul, pas même l'intellectuel le plus réputé, ne peut se prévaloir de son

autorité symbolique pour parler plus haut et plus fort que tout le monde. Il lui est même impossible de s'en tenir à la signature de pétitions de soutien, à la façon de l'intellectuel en majesté : il doit se faire l'égal des contestataires (comme Sartre dans son entretien avec Cohn-Bendit publié le 20 mai 1968), se fondre dans la masse révolutionnaire et former des collectifs à égalité avec tous les autres. Les avant-gardes littéraires, qui se définissent depuis le surréalisme par la conjugaison de la radicalité politique et de la radicalité esthétique, ne peuvent pas ignorer cette grande destitution symbolique puisqu'elle est portée par un mouvement potentiellement révolutionnaire. Elles sont en quelque sorte mises en demeure de prendre position par rapport à ce qui, pourtant, déifie leur prétention à la singularité.

Mai 68, c'est aussi l'appel à la créativité généralisée. Cela implique un égalitarisme radical des énonciateurs, une critique de l'accaparement du verbe par les seuls écrivains patentés. Comment

¹ L'auteur est maître de conférences de science politique à l'École normale supérieure de Lyon, chercheur au laboratoire Triangle, unité mixte de recherche « Action, discours, pensée politique et économique ».

les avant-gardes littéraires ont-elles réagi face à cette exigence ?

La revue *Tel Quel* avait acquis une forme de prééminence dans l'espace des avant-gardes juste avant 1968, en se réclamant d'une «science de



l'écriture» reposant sur les avancées du structuralisme et en prônant une «révolution dans le langage» comme condition de la révolution réelle. Le spontanéisme de la créativité généralisée et l'égalitarisme des énonciateurs qui lui est associé la prennent à contrepied. En Mai-Juin 68, la créativité est en effet réputée révolutionnaire à condition qu'elle soit l'apanage de tous – et pas seulement de quelques avant-gardes – et la prise de parole généralisée réfute la coupure entre spécialistes (du langage ou de l'écriture par exemple) et non-spécialistes. Sauf à contrevéoir à son identité même, *Tel Quel* ne peut guère s'aligner sur cette démocratisation symbolique radicale et n'a d'autre choix que de surenchérir sur son «théoricisme» et de condamner «l'expressivité» de la contestation. En revanche, les animateurs du Comité d'action étudiants-écrivains (Maurice Blanchot, Marguerite Duras,

Dionys Mascolo, plusieurs surréalistes), sont au diapason de cet égalitarisme. Certains avaient d'ailleurs déjà dénoncé, en 1967, la coupure entre «professionnels» et «non-professionnels» de l'écriture. Ils vont donc abolir le nom d'auteur, défendre l'impersonnalité révolutionnaire et expérimenter un «communisme d'écriture». D'autres, membres d'*Action poétique* ou du collectif *Change* qui entend alors disputer à *Tel Quel* son «monopole» avant-gardiste,

Ce qui singularise 1968, c'est la défiance à l'égard de toute forme d'autorité ou de domination.

vont se couler dans le mouvement critique sous deux formes. D'abord, et à l'image de ce qui se fait dans les usines et dans les facs, en occupant eux aussi un lieu (en l'occurrence la Société des gens de lettres). Ensuite, en reprenant à la contestation sa matrice symbolique : l'écrivain est redéfini comme un «écrivain-travailleur» soumis comme tel à l'exploitation matérielle, loin des mythologies du «génie» éthétré et exceptionnel. Ce qui mènera à une refonte (partielle) du statut d'auteur au milieu des années 1970 en France.

Quels sont les clivages qui traversent les avant-gardes et comment *Tel Quel*, *Change*, etc. conçoivent-ils l'articulation entre écriture et politique ?

Les clivages sont bien entendu esthétiques, entre l'existentialisme et la littérature engagée, le Nouveau Roman et l'écriture blanche, le lettrisme, le surréalisme et l'écriture comme refonte de l'entendement humain, *Tel Quel* et le formalisme, etc. Les clivages tiennent aussi aux rapports entre écriture et politique. Les animateurs du Nouveau Roman, par exemple, n'engagent pas leur œuvre tout en engageant leur nom au côté de leur éditeur dans des combats parfois risqués, comme pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. *Tel Quel* et *Change* partagent en revanche l'idée que l'écri-

ture elle-même doit concourir à la transformation révolutionnaire du monde. Pour *Tel Quel*, «l'écriture textuelle» a vocation à déconstruire l'écriture bourgeoise, la langue à travers laquelle la bourgeoisie reproduit sa domination. Pour *Change*, «la langue, en se changeant, change les choses». Mais *Change* diffère de *Tel Quel* en se réclamant plus volontiers de 1968. Elle convoque la grammaire générative de Noam Chomsky pour sa notion de créativité qui change les règles et fait droit la prise de parole et à «l'écriture généralisée».

Pourrait-on dire que, parmi les lignes de force de Mai-Juin 68, la subversion de toutes les formes d'autorité et de domination réelle ou symbolique (au nombre desquelles celles de l'auteur) est la dimension qui la singularise le mieux ?

Toute situation révolutionnaire est un renversement de l'ordre existant. Mais ce qui singularise 1968, c'est la défiance à l'égard de toute forme d'autorité ou de domination, quelle qu'elle soit. Il s'agit de chercher des chemins d'émancipation individuelle et collective qui ne passent pas par la reconstitution d'un pouvoir, mais par la prise en main, par «la base», du destin commun. D'où la floraison d'expériences collectives horizontales, la préférence pour la démocratie directe, la critique de l'aliénation, etc. Certes, tout le monde ne partage pas cette vision, mais il est vrai que cette tonalité distingue 1968 d'autres événements révolutionnaires – et l'apparente, avec des différences notables évi-



Boris Gobille,
« Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires »,
Paris, CNRS Éditions, 400 p.,
Prix : 25 euros.



demment – à des expériences auto-gestionnaires ou conseillistes. Songeons à la Commune de Paris en 1871 par exemple, la prise en main de l'administration publique en moins et peut-être l'effervescence créative en plus.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'hypothèse révolutionnaire, dans un monde acquis à un néolibéralisme triomphant ? Est-elle barrée, en attente de résurgence ? Un mot aussi pour conclure sur le lien entre retour d'un conservatisme littéraire, rejet des expérimentations avant-gardistes et abandon de l'horizon révolutionnaire ?

Ce qui change entre les « années 68 » où « le fond de l'air est rouge »

comme disait Chris Marker, et notre contemporanéité marquée par l'entreprise du néolibéralisme, c'est que le geste avant-gardiste est privé du bain contextuel qui lui donnait il y a cinquante ans une résonance qui dépassait le cercle des initiés. Même les hebdomadaires d'information générale s'en faisaient ponctuellement l'écho. Cela ne veut pas dire qu'il n'a plus cours aujourd'hui, ni qu'il a abandonné toute ambition de transformation radicale de l'ordre des choses, mais qu'il doit désormais faire avec un contexte adverse qui s'infiltre un peu partout. 

En finir avec 68

Dans son dernier livre, l'historienne Ludivine Bantigny fait resurgir l'essence de ce moment politique et social dont l'enjeu était de changer la vie. Partant d'une recherche approfondie dans les archives de toute la France, son livre s'attache à la diversité des protagonistes, à l'intensité du moment et à son inventivité, plutôt qu'aux mythologies convenues. Le fil rouge : sortir des identités assignées !

Par Pierre Jassogne
Journaliste

**De Mai 68, on a tout dit, tout écrit.
Selon vous, cela reste malgré tout un
moment subversif ?**

Dans la mesure où dix millions de personnes décident du jour au lendemain d'arrêter de travailler, en occupant entreprises, usines, universités ou lycées, on peut dire que Mai 68 fut subversif. Outre les grèves et les occupations, il y eut aussi une interrogation profonde sur les modalités mêmes du travail, sur le problème de l'emploi qui commence à se poser... Les archives de la grève permettent de reconsiderer les « Trente Glorieuses », notamment en termes de réalité des conditions de travail et d'existence. Cinq millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, une réalité occultée de détresse sociale. La question de l'emploi commence à être une inquiétude lancinante – concernant les jeunes et leurs débouchés. Mais 68, c'est également une subversion des codes : l'évènement a créé de la capacité à agir, à se sentir légitime pour définir des revendications et des projets, en interrogeant les hiérarchies

**S'asseoir par terre,
s'approprier les lieux,
pour les femmes de
l'époque, ce n'est pas
rien.**

et les identités. Il y a là l'idée d'un partage du politique qui la subvertit en soi, en remplaçant des critères par d'autres : la concurrence par la solidarité, la compétition par le commun, le marché par le partage... C'est subversif en termes de genre enfin : les femmes, même si cela reste compliqué, même s'il y a des tensions, participent à ce mouvement. Des ouvrières occupent leurs usines, plantent leurs tentes, organisent des sit-in. Le corps est engagé, très impliqué : s'asseoir par terre, s'approprier les lieux, pour les femmes de l'époque, ce n'est pas rien.

**À travers la lecture de ce quotidien
que vous retracez au fil des archives,
on découvre une France plurielle qui
se donne rendez-vous en 68.**

Il fallait évoquer 68 uniquement de façon ludique parce qu'il ne fallait plus de luttes sociales.

Comme la grève a lieu partout, cela concerne aussi bien la plus petite entreprise des Vosges de moins de quinze salariés que des bastions comme Renault-Billancourt, Nantes ou Saint-Nazaire. Y compris dans un milieu très rural, du moins peu urbanisé, le mouvement prend forme du côté des agriculteurs et des paysans. Tout cela crée des convergences et des solidarités avec le mouvement ouvrier, étudiant ou salarié de façon plus générale. À partir des archives issues des interpellations et des arrestations, on découvre par ailleurs une gamme très étendue de métiers, de statuts, et aussi d'une communauté d'âge. On s'est focalisé sur les étudiants, mais ce qui frappe, c'est la diversité sociale des mobilisations. On croise sur les barricades plongeurs de restaurants, coursiers, employés de banque, boulanger, infirmiers et ingénieurs... Dès les premiers affrontements, des rencontres incroyables se passent entre des univers sociaux qui ne se parlaient pas jusque-là. Ce brassage se rapporte au projet politique de 68 : une volonté de sortir des identités assignées.



Ludivine Bantigny, «1968. De grands soirs en petits matins», Paris, éditions du Seuil, 2018, 464 pages. Prix: 25 euros.

Comment cette volonté s'exprime-t-elle ?

Dans les lycées, on réfléchit par exemple à la pédagogie, aux condi-

tions de la transmission du savoir. Dans les entreprises, on se demande si on a vraiment besoin des contremaîtres et parfois même des patrons, puisque la question de l'autogestion est posée. Les danseuses et les danseurs de l'Opéra de Paris se demandent comment ils pourraient intervenir dans la société pour améliorer le rapport de chacun à son corps. Dans tous ces cas, il s'agit de se sentir en prise avec le monde et d'y conquérir une autonomie sans rapport avec l'individualisme.

Pourtant, Mai 68 est devenu pour beaucoup une étiquette avec ses figures imposées, ses passages obligés. Certains allant même jusqu'à vouloir liquider le mouvement et son héritage. Finalement, n'est-ce pas ce discours critique envers 68 qui l'a emporté, plus que le mouvement lui-même ?

Les nombreuses déformations véhiculées au sujet de Mai 68 sont problématiques : cela n'aurait été qu'une révolte de petits-bourgeois, devenus ces «soixante-huitards» qui auraient sacrifié l'esprit du mouvement, une génération parfaitement intégrée à un système néolibéral au nom d'une supposée idéologie qui serait responsable des maux actuels à travers l'individualisme ou le présentéisme. Longtemps, cette vision critique a été hégémonique. Elle a gagné pendant plusieurs années, voire plusieurs décennies. Elle a commencé à l'emporter au début des années 1980. Ce n'est pas anodin, au fond. Il fallait en finir avec 68, en présentant le mouvement comme



celui de «fils à papa» qui ne savaient pas ce qu'ils voulaient... C'est vrai que le profil et la carrière politique de certaines figures, toujours les mêmes, toujours citées, a facilité la chose, en prétendant qu'ils étaient tous intégrés au système. C'est d'autant plus paradoxal que cette critique émerge au moment où la gauche arrive au pouvoir, gauche qui n'a absolument pas envie d'entendre parler de 68. Évidemment, il fallait évoquer 68 uniquement de façon ludique parce qu'il ne fallait plus de luttes sociales, mais bien plutôt des modèles d'entrepreneurs à la Bernard Tapie... Face à cela, il importait de revenir à l'évènement, et donc aux innombrables archives produites qui permettent de l'envisager à tous les niveaux, dans son éclat et sa diversité, en balayant les clichés qui sortent de quelques cerveaux. Car 68, c'est tout le contraire du repli sur soi, de l'égoïsme ou du narcissisme: c'est l'expression d'une solidarité très active.

Et cette solidarité reste-t-elle active aujourd'hui ?

En faisant l'histoire de 68, on voit à quel point il s'agit d'un passé très vivant, très vivifiant même. Il peut être réactivé par des espoirs, par des projets que ce soit de réformes très ordinaires, ou des projets plus révolutionnaires. L'évènement a montré la politique dans son sens le plus



fort, dans la capacité à faire société et à prendre en charge ses propres affaires, en se les réappropriant, et cela peut nous inspirer encore aujourd’hui. Pour avoir vécu Nuit debout de l’intérieur, il y a des effets d’écho incontestables, et ce, sans aucun fétichisme. Il y a des ressemblances comme l’occupation d’espaces publics. Occupier un lieu donne une force qui, très vite, est exponentielle: il suffit d’être sur la place, et tout à coup, vous êtes rejoints par d’autres. Le mouvement a donné aussi énormément à penser, notamment en termes d’imaginaire politique, avec la mise en partage de solidarités, de projets, une créativité qui est à la portée de chacun, comme en 68.

Il y avait aussi cette volonté de penser le collectif, le commun, et y compris en continuant à espérer dans le communisme, sans qu’il soit bureaucratique et totalitaire, et c’est ce qui revient aujourd’hui. Il y a une fraction de la jeunesse qui repense la question du commun parce qu’on sent bien, vu la crise sociale, environnementale, qu’on peut basculer à tout moment dans des abîmes.

S’il devait rester une seule chose de cette période, ce serait...

Ce qui m’a frappée, c’est l’importance des projets, de tous les projets, du «changer la vie». Ce n’est pas alors un slogan... 1968 est une expérience sensible du politique. Ce ne sont pas que du discours et des pratiques, mais de la joie et aussi la peur de ne pas être à la hauteur de l’événement. On sait qu’on vit un moment historique et cela rend heureux: ce ne sera plus jamais comme avant, se dit-on. Cet espoir d’émancipation, cet espoir de sortir d’un monde pesant, étouffant, même quand on vit correctement, même quand on n’est pas précaire, même quand on n’est pas au chômage, fait de 68 une promesse d’un changement profond dans la mesure où des alternatives sont devenues légitimes, et d’autant plus qu’elles sont portées alors par dix millions d’individus. 

2018, la contestation pragmatique

Comment les jeunes perçoivent-ils aujourd’hui un événement stigmatisé après cinquante années de réécriture ? S’engagent-ils toujours politiquement ou pour des causes ? Finalement, le militantisme est-il toujours vivant ?

Par Sabine Schrader
Journaliste

Les chiffres¹ et objectifs confirment la tendance : moins de jeunes sont aujourd’hui attirés par la politique. Ils sont également moins affiliés à des partis ou des syndicats. « Au sens traditionnel des partis, on n’est plus dans un réflexe sociologique où l’on adhérerait à la totalité d’un programme.

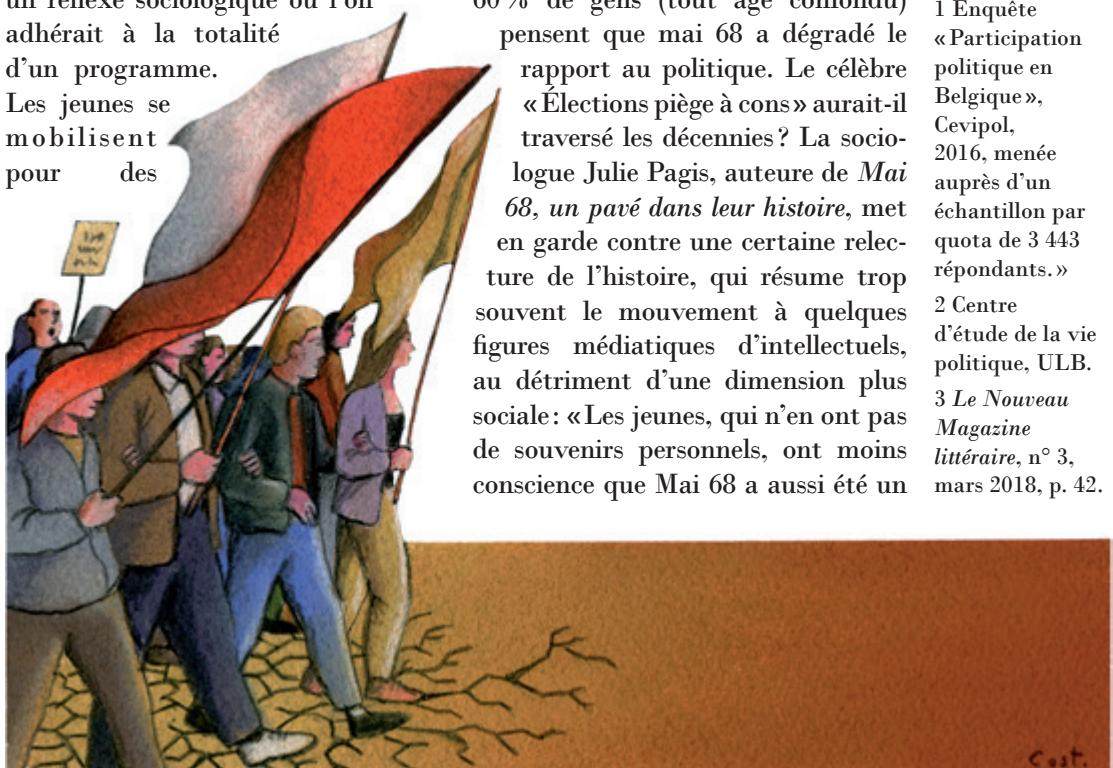
Les jeunes se mobilisent pour des

causes plus ponctuelles », explique Emilie Van Haute, chercheuse au Cevipol². Crise de l’engagement politique traditionnel ? Dans son dossier consacré à Mai 68, le *Magazine littéraire*³ avançait un chiffre étonnant : 60 % de gens (tout âge confondu) pensent que mai 68 a dégradé le rapport au politique. Le célèbre « Élections piège à cons » aurait-il traversé les décennies ? La sociologue Julie Pagis, auteure de *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, met en garde contre une certaine relecture de l’histoire, qui résume trop souvent le mouvement à quelques figures médiatiques d’intellectuels, au détriment d’une dimension plus sociale : « Les jeunes, qui n’en ont pas de souvenirs personnels, ont moins conscience que Mai 68 a aussi été un

1 Enquête « Participation politique en Belgique », Cevipol, 2016, menée auprès d’un échantillon par quota de 3 443 répondants. »

2 Centre d’étude de la vie politique, ULB.

3 *Le Nouveau Magazine littéraire*, n° 3, mars 2018, p. 42.



Militer est plus efficace que d'aller voter.

mouvement ouvrier. Or, le fait est que Mai 68 a renforcé le militantisme, ça a donné l'envie à plein de jeunes de s'engager, de militer. Mais beaucoup avaient adhéré avant 68 à des mouvements culturels, de jeunesse, ou même chrétiens, qui avaient des pratiques d'engagement. Or, ces organisations d'encadrement de la jeunesse n'ont plus du tout le même poids aujourd'hui, si bien que les jeunes sont moins formés au collectif.»

Un impact direct

À cela s'ajoute une crise des partis politiques traditionnels. Cédric Volant, 30 ans, coordinateur d'ÉcoloJ et candidat Écolo à Ixelles aux élections communales, insiste sur la probité d'un parti qui n'a pas été éclaboussé par les scandales à répétition et où les débats sont ouverts: «*Je suis dans un parti où l'on n'est pas obligé d'adhérer à tout.*» Une nuance importante qui semble démarquer les jeunes de leurs aînés. Julie Pagis risque le mot de «désenchantement» en évoquant le sentiment que les partis inspirent aux jeunes. Émilie, 19 ans, fustige le monde politique et son incapacité à s'adapter aux nouveaux défis de la société: «On le voit avec les mesures prises notamment pour contrer le réchauffement climatique. Les politiques sont tellement dépassés, le pouvoir économique a pris le dessus. Les gouvernements ne réagissent pas assez vite. Quand tu es

jeune, tu es dans l'extrême, par définition. Mais qu'est-ce que les partis ont à proposer? Tout est tellement modéré, s'exclame la jeune fille. Je n'aime pas la démocratie représentative parce qu'on vote pour quelqu'un qui est censé nous représenter et au final, il n'aura peut-être aucun impact. Je me sens plus utile en allant manifester: c'est concret, on a l'impression d'agir vraiment, même si c'est vrai qu'on ne connaît pas toujours l'impact que ça aura ensuite. Les initiatives locales me semblent bien plus porteuses. D'autant plus que quand on s'intéresse à l'actualité, on s'aperçoit qu'elles se développent partout sur la planète. L'avenir est là.»

L'appel de la rue...

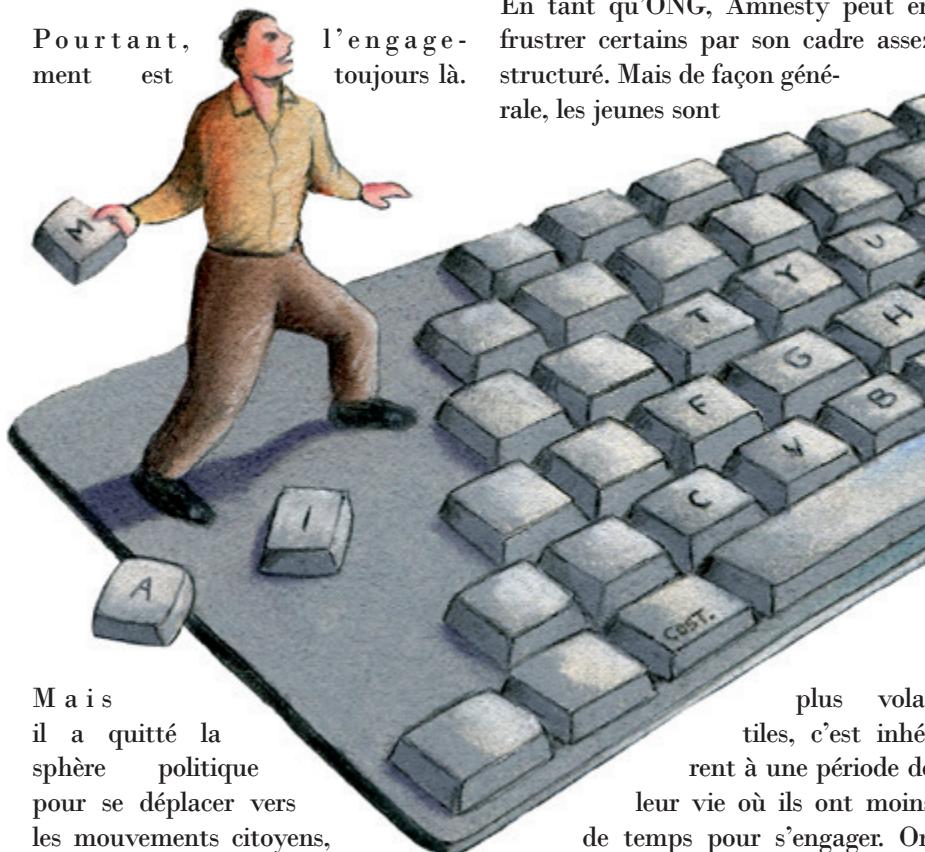
La crise de la démocratie représentative pour les jeunes a alimenté le succès du mouvement Nuit debout auquel Eyal, 18 ans, a participé: «Je ne me retrouve pas dans les partis politiques existants. Je pense que c'est la désobéissance civile qui fonctionne le mieux, qui apporte de vrais changements. Militer est plus efficace que d'aller voter. De toute façon, le système en place peut suivre les luttes sociales, les mouvements peuvent déboucher sur des évolutions. Sans la rue, il n'y a pas d'évolution.» Il y a comme un air de déjà entendu: en 1968, la démocratie représentative était déjà critiquée par la jeunesse... même si pour certains, cette jeunesse soixante-huitarde passe pour utopiste: «Mai 68, c'était beau sur la forme, les jeunes bourgeois qui se mêlaient aux ouvriers

pour lutter contre l'oppression capitaliste», résume Mathias, 18 ans. «Aujourd'hui, nous sommes peut-être plus réalistes, plus pessimistes aussi.» Mais la faculté de mobilisation des jeunes continue à en faire rêver certains : «Les étudiants qui sont descendus dans la rue, rejoints ensuite par les ouvriers, ça ne serait plus possible aujourd'hui», avance Émilie. «J'ai l'impression que les jeunes ne sont pas sensibilisés à la politique.» Il est vrai que 50 ans après, 39 % des jeunes n'ont jamais entendu parler de Mai 68 ou n'en ont qu'une idée très vague³...

Militance de l'action ponctuelle et concrète

Pourtant, l'engagement est toujours là.

les manifestations, les actes de désobéissance civile, les projets locaux. Une militance ponctuelle dont une ONG comme Amnesty International est familière. «Il y a, selon l'actualité ou le vote de certaines lois, un engagement de la part de jeunes jusqu'au moment où celui-ci a porté ses effets», explique Philippe Hensmans, directeur d'Amnesty Belgique. «Mais militer au sein d'une grosse structure telle qu'Amnesty est parfois un peu limitatif pour un jeune, car nous fonctionnons avec un mandat assez serré. Amnesty se repose sur le droit international, donc il y a toujours l'émergence de mouvements qui se développent en parallèle, comme la plate-forme citoyenne qui s'occupe de l'accueil des réfugiés, actuellement. En tant qu'ONG, Amnesty peut en frustrer certains par son cadre assez structuré. Mais de façon générale, les jeunes sont



Mais il a quitté la sphère politique pour se déplacer vers les mouvements citoyens,

plus volatiles, c'est inhérent à une période de leur vie où ils ont moins de temps pour s'engager. On 3 Ibid, p. 46.

Les réseaux sociaux ont aussi leur part de responsabilité dans les types d'engagements des jeunes.

le voit avec nos membres: ils s'investissent plus à long terme quand ils disposent de plus de temps, après 30 ans.»

Entre altruisme et individualisme

Difficile d'évoquer l'engagement des jeunes en 2018 sans parler du succès des voyages de coopération. Émilie, qui est partie à 16 ans au Sénégal avec une ONG, nuance néanmoins ce type d'engagement: ça reste quelque chose de très ponctuel, le temps de l'action réalisée sur place. « Lors des formations que l'on doit suivre avant le départ, on est sensibilisés à une série de problématiques, comme l'eau, l'agriculture paysanne ou l'exploitation des enfants. Mais qui applique cela ensuite? Quand on découvre ce que représente l'eau pour des villageois sénégalais, on fait plus attention à ne pas gaspiller l'eau, mais ça reste marginal. » Le voyage humanitaire a cependant le mérite de réveiller les consciences. C'est suite à ses voyages au Bénin puis au Cachemire où il a visité les camps de réfugiés tibétains que Mathias a éprouvé le besoin de s'investir pour les autres. Aujourd'hui, il se consacre à l'accueil des migrants via la plate-forme citoyenne. Mais il reste lucide: « Il y a aussi une mode, un besoin de se montrer sur les réseaux sociaux. Je pense que certaines ONG

sont un peu victimes de ça. » Un état de fait qu'Émilie Van Haute constate également: « Les réseaux sociaux ont aussi leur part de responsabilité dans les types d'engagements des jeunes. Certains vont se contenter de *liker* un événement, mais ce n'est pas la même démarche. Pareil pour les infos qui circulent: on y trouve ce qui est mis en ligne par les communautés auxquelles on appartient, il n'y a pas beaucoup de nouvelles idées. »

Les nouvelles utopies

Les idéaux de Mai 68 et la volonté de changer la société sont-ils définitivement révolus? La réponse est nuancée. « Je crois qu'il faut envisager les événements sous la conjonction de plusieurs angles qui ont permis la naissance de quelque chose, conclut Julie Pagis. Il ne faut pas oublier les nombreuses victoires sociales de Mai 68, qui ont entraîné d'autres actions dans leur sillage. Ça c'est le versant "enchanté" de l'histoire. Et puis il y a le versant "désenchanté", où le contexte actuel est à l'éclatement du marché du travail, à la précarité des travailleurs, au fait que les jeunes sont moins syndicalisés, où des mouvements de contestation comme les manifestations contre la loi travail par exemple sont restées sans effet. Il y a moins d'utopie dans les mots aujourd'hui. Mais elle est dans les actes: les jeunes néo-ruraux, les projets locaux, les mobilisations d'accueil en faveur des migrants... Les initiatives sont porteuses. »



Désamorcer l'homophobie en classe

Pierre-Stéphane Lebluy est enseignant à Gosselies. Pour la première fois de sa carrière, il donne un cours de philosophie et citoyenneté. «Espace de libertés» le suit tout au long de l'année pour comprendre les enjeux –théoriques et pratiques– de ce cours; percevoir, au plus proche du terrain, les doutes et les espoirs qu'il suscite. Épisode 4: reportage en classe. Où l'on discute homophobie et discriminations.

Par Cédric Vallet
Journaliste

C'est un incident entre élèves à l'Athénée royal Les Marlaires qui a poussé Pierre-Stéphane Lebluy, professeur de philosophie et de citoyenneté, à aborder avec ses élèves le thème de l'homophobie. «Un élève s'est fait insulter sur sa manière d'être», explique-t-il. «Comme le programme le permet, je pense que c'est un devoir d'aborder ce thème. Je constate une tendance à l'homophobie chez des garçons de l'établissement. Vu l'âge de ces jeunes, en pleine phase de construction, d'identification sexuelle, les mots qu'ils utilisent –comme "sale pédé"– peuvent être destructeurs.»

Ce lundi matin, les élèves de 3^e B scientifique s'installent calmement. Pierre-Stéphane Lebluy annonce la couleur. On parlera, aujourd'hui, de discriminations et d'homophobie. Le professeur évoque les «stéréotypes», les «idées reçues» et inter-

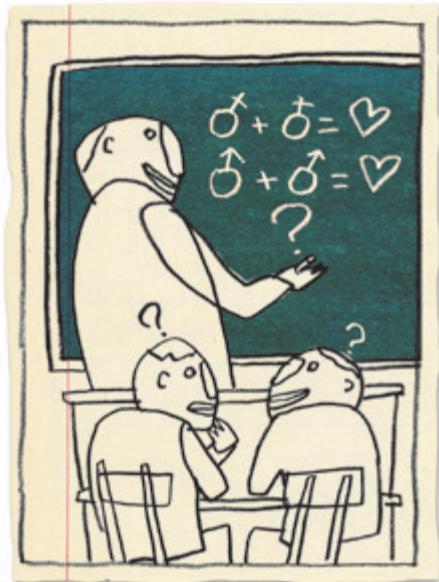
pelle les élèves de manière assez directe. «Si je dis "tous les Arabes sont des voleurs", par exemple, qu'est-ce que ça vous inspire?» L'assistance bruisse entre indignation et sarcasme. Une jeune fille affirme sa pensée? «Ça, c'est carrément raciste!» Et Pierre-Stéphane Lebluy d'enchaîner: «Oui, c'est stigmatiser les gens en fonction de leur origine. Les stéréotypes s'appliquent à toute une série de personnes dans la société.» Et bien sûr, ils s'appliquent aussi aux homosexuels.

Pour susciter la réflexion chez les élèves, notre professeur s'appuie à nouveau sur un documentaire. Il fut diffusé sur France 2, dans la série «Infrarouge» et s'intitulait «Homos, la haine». Une jeune femme, homosexuelle, issue d'une famille plutôt bourgeoise et catholique y raconte le rejet qu'a suscité chez sa mère l'annonce de son homosexualité.

Un problème de valeurs ?

Quelques garçons, plutôt situés vers le radiateur, semblent prendre ce témoignage à la dérision. Ils dégagent des sourires en coin dans leur barbe naissante. Mais dans l'ensemble, la classe est assez silencieuse. Hormis quelques élèves impliqués dans la discussion, il est difficile de savoir ce que cache ce silence –gêne ou désintérêt? Quoi qu'il en soit, Pierre-Stéphane Lebluy tente de démêler cette situation épingleuse décrite dans le documentaire: «Quel est le problème entre cette fille et sa mère, est-ce un problème de compréhension? Est-ce un problème de valeurs?» Oui, ce sont certainement les valeurs religieuses de la mère qui entravent son lien avec sa fille, comprend-on dans le film. «La mère pourrait-elle remettre en question la façon dont elle interprète ses valeurs, sans pour autant les remettre en cause?» demande le professeur. «Peut-elle faire un autre choix que de rejeter sa fille?» Une grande majorité des élèves pense visiblement que «oui», et l'affirme soit en opinant du chef, soit en le disant. Le lien entre une mère et une fille doit être plus fort que tout, d'après ces jeunes gens. «C'est sa chair et son sang, après tout», lance une jeune fille voilée. Un jeune garçon ajoute: «Même si ça doit être difficile, en tant que parent, d'accepter ça.»

Puis le film reprend. La jeune fille parle de sa mère qui, malgré son éducation catholique, la poussait à fréquenter les clubs échangistes, les sites libertins. N'importe quoi tant qu'elle y rencontrerait un homme. «La mère de cette jeune femme associe l'homosexualité à



© Olivier Wiame

une forme de jeu d'adultes, ou de plaisir extrême ou différent», décrypte Pierre-Stéphane Lebluy. «Mais l'homosexualité, c'est simplement de l'amour entre deux êtres humains du même sexe.»

Il n'est pas toujours évident, après un tel cours, de savoir ce que les jeunes ont pensé du contenu. Parfois, c'est par le biais de professeurs de religion que le professeur réalise que les thèmes abordés en classe ont pu choquer certains élèves, qui semblent attendre que le cours passe. Pierre-Stéphane Lebluy aimerait dépasser la phase de la «transition», celle où les élèves intègrent peu à peu les concepts, à la phase d'acquisition, lorsqu'ils sont capables de les appliquer à d'autres situations. En attendant, il se prépare à recevoir les élèves du cours suivant qui tambourinent à la porte. Une jeune fille le taquine: «Dites-le, qu'on vous a manqué!» crie-t-elle. Et c'est reparti pour une heure de CPC. 





Ah la vache!

Il a créé la polémique et suscité une sainte déferlante d'indignations avec son »Holy Cow», une vache crucifiée dans une chapelle peu fréquentée. Pour nous, son auteur, Tom Herck revient sur les faits. Avec une question centrale: l'art et les idées qui sortent des clous sont-ils solubles dans la croyance, quelle qu'elle soit?

Propos recueillis par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

«Laissez une paroisse vingt ans sans prêtre: on y adorera les bêtes!» avait prophétisé le saint curé d'Ars. On ne sait pas exactement depuis quand la petite chapelle de Looz («Borgloon» en néerlandais, province de Limbourg) n'avait pas reçu la visite d'un prêtre, mais cet endroit abandonné depuis un moment est subitement revenu au-devant de l'actualité. À la grâce, si on peut dire, d'une œuvre d'art signée Tom Herck, consistant en une vache décédée crucifiée sur un tapis de lait. Il n'en fallait pas plus pour susciter une déferlante de menaces et d'indignations. Si certaines d'entre elles sont compréhensibles et étaient attendues, leur ampleur, et certaines méthodes employées ont toutefois surpris l'artiste.

Quelle est votre interprétation de cette fameuse *Holy Cow*?

J'ai voulu que le public soit étonné en voyant deux choses dans un contexte différent d'où il les voit d'habitude: d'une part le gaspillage alimentaire, et, de l'autre, ce que

devraient être les bâtiments publics subsisdiés. Vu sous cet angle, *Holy Cow* est surtout un concept intemporel plus qu'une œuvre polémique.

Il n'empêche... Au moment où vous avez commencé à travailler sur *Holy Cow*, vous deviez quand même avoir une idée de l'ampleur des réactions que cette œuvre susciterait?

Quand je commence à travailler sur un projet, je pars chaque fois de la même base: donner vie à quelque chose que j'ai dans la tête. Dans ce contexte, certaines images sont si fortes que je ne sais tout simplement pas y résister. Elles me suivent du lever au coucher, sans me laisser une seconde de répit. *Holy Cow* fait donc partie de celles-là! Mais d'autres aussi! Comme mon château de cartes, *The Decline*, ou mes peintures sur des avions F16! Alors, oui, je savais qu'*Holy Cow* susciterait la controverse, même si ce n'était pas le but premier de cette création. Je ne commence pas ma journée en me demandant ce que je pourrais faire pour choquer les gens. Alors, oui,



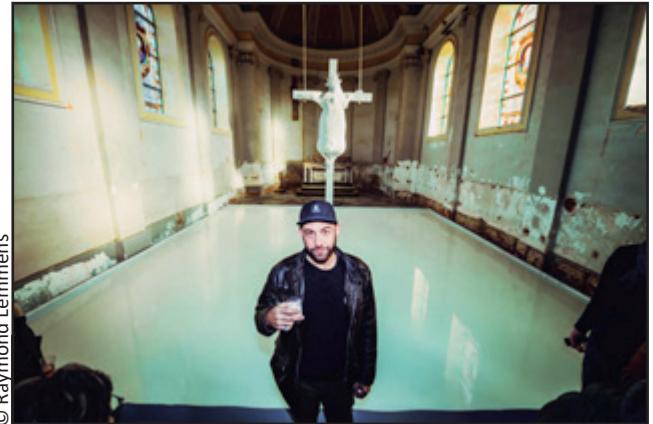
vues sous cet angle, certaines réactions m'ont déçu, presque fasciné, par leur ampleur.

Une ampleur de quel genre ?

Les commentaires sur Internet tournaient généralement autour de deux axes: «L'artiste lui-même doit être crucifié!» Une réaction assez extrême, puisque je trouve que crucifier un homme bel et bien vivant est quand même plus grave que de crucifier une vache morte. L'autre réaction majeure a souvent été: «Pourquoi ne crucifie-t-il pas un porc dans une mosquée?» Mais là, que je sache, il n'existe pas de «porc sacré», comme il existe des «vaches sacrées», les mosquées ne sont pas aussi vides que le sont souvent les églises et, surtout, je ne vois pas trop le point commun entre Islam et crucifixion. J'ai aussi reçu des menaces de mort, très sérieuses, par mail. De même que des coups de fil pas très engageants. Mais, pour autant, je ne vais pas me cacher non plus. Ce qui doit arriver arrivera. Je ne suis pas du genre à céder à la menace.

Plus généralement, auriez-vous quand même tendance à penser, ne fût-ce qu'un peu, qu'une «œuvre d'art» atteint surtout ses objectifs lorsque, dans une certaine mesure, elle dérange le public et suscite la controverse ?

Pas absolument! Une œuvre d'art peut juste suivre ses instincts, tout comme l'artiste qui lui donne vie. Elle n'est pas non plus obligée d'être



© Raymond Lemmens

On a voulu nous faire croire que les produits laitiers seraient « nos amis pour la vie ». Dans cette histoire, Tom Herck s'est fait quelques ennemis...

belle. L'art ne force à rien, mais il permet tout! Et ouvre toutes les portes. Quant à moi, mon urgence à créer vient de loin à l'intérieur de moi. C'est quand j'ai ressenti cela pour la première fois que je me suis dit que je devais devenir artiste à vie.

Quelles sont vos racines au niveau artistique ?

Je viens de la culture du graffiti. Je suis un ancien «graffiti vandale», qui a parcouru l'Europe durant des années et dans tous les sens pour peindre sur des murs et d'autres endroits. Quand ce mode de vie a commencé à me fatiguer, je me suis tourné vers une sorte de graffiti, disons plus «légal». Puis, de fil en aiguille, je suis devenu artiste contemporain sur d'autres supports. Des supports vraiment de tous genres.

Un monde qui swingue

Spécialiste et auteur de plusieurs ouvrages sur le jazz, Jean-Pol Schroeder voit dans ce style musical un laboratoire privilégié pour repenser la société. Entre liberté et solidarité.

Par Julie Luong
Journaliste

À force d'observer des groupes de jazz sur scène, c'est devenu chez lui une idée fixe. «J'ai toujours été frappé par cet espace de liberté qui est celui de chaque musicien, mais dans une dynamique de solidarité. Cela nécessite à tout moment une communication, une connexion. Quand l'un prend une initiative, il faut que les autres suivent», explique Jean-Pol Schroeder au milieu des murs tapisrés de vinyles de la Maison du jazz de Liège dont il est le conservateur. Pour lui, le jazz porte en soi une pensée politique. Son histoire même, inséparable de celle des Afro-Américains, est infusée de combat social. Rien, dans le jazz, ne fut jamais innocent.

Bénéfique improvisation

Polyrythmique, prompt à triturer le son pour aller chercher l'émotion, le jazz bousculait et déconcerte encore. Un des premiers exercices que Jean-Pol Schroeder propose au public qui suit chaque année ses cours d'initiation à l'histoire du jazz consiste à taper trois fois d'une main et, en même temps, deux fois de l'autre. «Sur une dizaine de personnes, huit ou neuf n'y arrivent pas, car cela ne fait pas partie de notre culture», explique-t-il. Fort de son héritage africain, le jazz est par ailleurs entièrement construit sur le principe

de l'improvisation, un autre scandale! «Dans les sociétés africaines, la transmission se fait davantage de manière orale tandis que nous avons construit la transmission autour de l'écriture de la musique, ce qui permet de jouer des morceaux presque exactement tels qu'ils ont été joués il y a 300 ans. Au départ d'ailleurs, les musiciens de jazz ne savaient pas lire la musique et on les insultait pour ça.» Or, pour Jean-Pol Schroeder, cette notion d'improvisation aurait beaucoup à nous apporter sur le plan sociopolitique. «Soit on fonctionne avec des règles fixées une fois pour toutes, soit on s'adapte à ce qui se passe sur le moment en s'accordant une certaine liberté. Or, je crois que dans nos sociétés, on reste sur des notions dogmatiques qui ne permettent pas de tenir suffisamment compte à la fois de l'intérêt collectif et de l'intérêt individuel.» Jean-Pol Schroeder rappelle par ailleurs que le jazz a toujours été rejeté par les dictatures au cours de l'histoire.

Liberté et solidarité

Les structures mêmes du jazz nous laisseraient en réalité entrevoir des possibilités inattendues auxquelles nous sommes généralement aveugles. «Dans l'orchestre de Duke Ellington, les musiciens ont chacun des sonorités qui ne



© Bastiaan Slabbers/NurPhoto AFP

sont pas du tout orthodoxes, avec par exemple des grognements. Mais quand on écoute l'ensemble, on obtient un son superbe qui a rarement été égalé! La différence est donc quelque chose qui ne va pas créer le chaos, mais enrichir l'ensemble, ce qu'il n'est pas sans intérêt de rappeler dans un contexte où la peur de l'autre est partout.» Pour Jean-Pol Schroeder, qui dit avoir été profondément influencé par la lecture de *La Méthode* du philosophe et sociologue Edgar Morin, le jazz est subversif, car il propose une articulation possible entre les intérêts de l'individu et de la collectivité, transcendant les «idéologies ennemis» du XX^e siècle: conception capitaliste-libérale d'une part, communiste-collectiviste de l'autre.

Ce petit truc indéfinissable

Prendre le jazz comme modèle, c'est aussi faire le pari de la politique comme un système ouvert, dont cer-

taines règles sont encore à découvrir. C'est considérer, comme en physique, que lorsqu'on descend en dessous de l'échelle de l'atome, ces règles peuvent changer du tout au tout. «Prenez le swing. Le swing est quelque chose que les musicologues et les ordinateurs les plus puissants s'échinent à définir depuis très longtemps et malgré tout, on n'arrive pas encore à définir ce petit "truc" qui fait qu'on va avoir envie de bouger. Quand on retranscrit une partition et qu'on la rejoue pour essayer de reproduire le swing, on s'aperçoit que ça ne marche pas parce que l'interprétation se base sur de toutes petites choses, des notes qui viennent un tout petit peu avant ou un tout petit peu après, etc.» Or, c'est cet insaisissable même qui ouvre aussi la possibilité d'une alternative, de concepts dynamiques, d'une imperfection désirable. D'un «moi-je» étrangement réconcilié avec le «nous».



« *Un peu comme si l'utopie s'incarnait dans une musique née d'une des plus monstrueuses infamies créditées à l'humanité : la raite des Noirs.* »



À lire et à écouter

Jean-Pol Schroeder et Steve Houben trio, « Le jazz comme modèle de société », Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2014, 108 pages, Prix : 12 euros.

À visiter

Maison du jazz de Liège et de la Communauté française
www.maisondujazz.be

Quelle vie après la prison ?

Avec « La Part sauvage », porté par l'excellent Vincent Rottiers, le Belge Guérin Van De Vorst signe un premier long métrage qui interpelle sur la place des marginaux dans nos sociétés, plus particulièrement celle d'anciens prisonniers qui veulent (re)trouver la leur.

Par Sigrid Descamps
Journaliste

La réinsertion après un séjour plus ou moins long en prison n'est pas un sujet si courant sur nos écrans. Dans beaucoup de films, le retour à la liberté sert de départ pour un film d'action ou un polar, le héros étant vite rattrapé par son passé, soit parce qu'il retrouve d'anciens complices soit parce qu'il cherche à se venger, et est entraîné malgré lui ou pas dans une nouvelle spirale de violence. On pense notamment à *L'Impasse* de Brian De Palma, *The Getaway* de Sam Peckinpah ou encore *Sweeney Todd* de Tim Burton. D'autres ont toutefois une approche plus humaine, plus grave, mettant en scène des héros qui veulent tourner la page, redémarrer leur vie, et sont confrontés aux obstacles. Comme dans *Il y a longtemps que je t'aime* de Philippe Claudel, *Sling Blade* de et avec Billy Bob Thornton ou *Boy A* de John Crowley. Avec *La Part Sauvage*, Guérin Van De Vorst s'inscrit dans cette seconde veine. « J'ai des proches qui ont connu la prison, explique le cinéaste bruxellois. Je suis au courant des difficultés qu'ils ont rencontrées pour se réinsérer. À quel point ils s'étaient éloignés de la société, tout ce qu'ils devaient

reconstruire. Je n'ai pas eu besoin de faire de longues recherches. »

Le pire ennemi ? Soi-même

Son premier long-métrage relate donc le difficile parcours de Ben (excellent Vincent Rottiers), un trentenaire qui, après avoir passé trois ans en prison pour avoir braqué des commerces, tente de renouer avec son fils d'une dizaine d'années. « Dans mon court-métrage éponyme, je parlais déjà d'un jeune délinquant qui suivait une formation de soudeur. Un Ben avant la prison en somme. Cette fois, j'avais envie de raconter les retrouvailles entre un père et un fils. L'idée est partie d'une part d'une anecdote: un de mes amis n'avait plus vu son père depuis des années quand ce dernier a débarqué un jour à la sortie de l'école et l'a emmené et lui a fait vivre des expériences subversives. L'enfant s'est alors balancé entre la joie de retrouver enfin son père et la conscience de vivre des choses qui n'étaient pas de son âge. D'autre part, les personnages de marginaux peuplent tous mes films.



« La Part sauvage »
Drame de Guérin
Van De Vorst
BE • 2018 • 100'
En salles depuis le
14.03



Après 3 ans de prison, un père tente de renouer avec son fils, résister à la haine et retrouver sa dignité.

C'est une figure qui m'intéresse. Il y a une phrase d'un sociologue qui dit qu'on reconnaît le degré de civilisation d'une société à la place qu'elle donne à ses exclus; je trouve que c'est d'une grande vérité.»

Et dans cette société où il tente de retrouver sa place, son héros doit affronter de nombreux adversaires: son ex-femme qui rechigne à le laisser voir son enfant, les promesses d'un avenir meilleur que font miroiter les intégristes qu'il a commencé à fréquenter... et surtout, lui-même. «C'est avant tout l'histoire d'un homme, je ne veux pas généraliser sur les hommes qui sortent de prison. Il a plusieurs mains tendues qui s'offrent à lui: celle de son ami garagiste¹ qui lui offre du travail, celle – plus tendancieuse – du prédicateur islamiste qui, croit-il, lui sera plus bénéfique. Il ne refuse pas les mains tendues, mais ne choisit pas nécessairement la bonne. Son réel ennemi est en réalité à l'intérieur de lui, c'est sa part de sauvagerie qui le plonge dans une précarité, et qu'il doit dompter.»

Transition difficile

Pour dompter sa «part sauvage», le héros devra lutter et faire des choix. Qui ne dépendent pas que de lui. Sans trop dévoiler l'intrigue du film, on peut dire que le rôle des «autres» est primordial. Même si le choix final appartient toujours à celui qui tente de retrouver sa place. «Ce n'est vraiment pas évident, conclut Guérin. Quand je repense à mes amis, j'avais alors le sentiment qu'ils avaient été totalement coupés du monde. Certains exprimaient même l'envie de retourner en prison. Pas parce qu'ils s'y plaisaient – ça reste une expérience traumatisante! – mais parce que là, ils étaient déchargés de tout poids, de toute responsabilité. La transition entre la prison et la liberté est difficile. Cela demande une sacrée volonté. Je m'interroge du coup sur le milieu carcéral, sur ce qu'il y aurait à faire pour que ces gens soient moins déphasés à leur sortie.» Un point que le réalisateur devrait sans doute développer lors de ciné-débats. «On est en contact avec différentes associations, entre autres pour montrer le film dans des prisons.»

¹ Sébastien Houbani, vu dans le très beau et percutant *Noces*, NDLR.

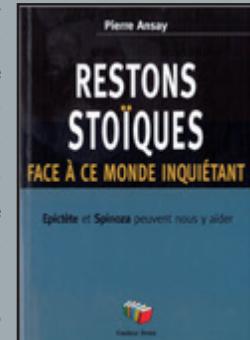
Une philosophie pour temps d'orage

Restons stoïques face à ce monde inquiétant – le titre du nouvel *opus* du philosophe belge Pierre Ansay claque comme un commandement. Pourtant, on n'y trouvera pas de ces «grandes vérités» formatées pour être consommées rapidement par une clientèle apeurée. Fidèle à un projet qu'il poursuit avec constance depuis plusieurs années, l'auteur propose ici un exercice de philosophie comparée entre deux sacrés monstres de la pensée occidentale: Épictète et Spinoza. Certains fronceront les sourcils car si le Grec Épictète a vécu au début du premier siècle, le Hollandais Spinoza est ancré dans le 17^e. Considéré comme un des phares de l'école stoïcienne, Épictète n'est connu que par un seul ouvrage compilé après sa mort par un disciple diligent. Quant à Spinoza, il fut un auteur prolifique mais prudent. Quel lien les unit? Ansay nous apprend que le second connaissait bien l'œuvre du premier et qu'un air de famille réunit incontestablement leurs pensées. Comme on le sait, du choc des idées jaillit la lumière. De fait, la rencontre de Spinoza et d'Epictète provoque un «arc électrique» qui illumine leurs leçons de vie. Et nous dans tout ça? Eh bien, Pierre Ansay nous convie tout bonnement à engager un dialogue à quatre avec lui-même et ses deux «grands frères», comme il

les appelle affectueusement. Car la philosophie stoïcienne est d'abord et avant tout un art de vivre. Épictète et Spinoza ont tous deux prêché d'exemple – ce qui est plutôt rare, admettons-le – en suivant une vie simple et frugale. Leur but: gouverner leurs passions. Dans un monde agité (et il l'a toujours été, ce n'est pas une exclusivité de notre temps), l'exercice est beaucoup plus compliqué qu'on pourrait le penser à première vue.



Pierre Ansay, « Restons stoïques face à ce monde inquiétant. Épictète et Spinoza peuvent nous sauver la vie », Bruxelles, Couleur Livres, 2017, 200 pages. Prix: 19 euros



Des rencontres pour temps de paix

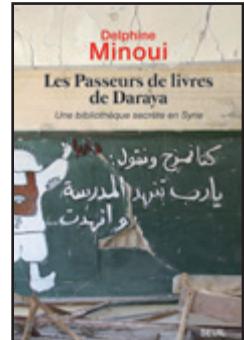
Quels rapprochements faire entre le bouddhisme et la franc-maçonnerie? La question pourrait paraître oiseuse. Pourtant, des êtres humains font l'expérience conjointe des deux. Il paraît même que sous nos latitudes, ils seraient assez nombreux dans ce cas mais il est assez rare que ce double cheminement soit exposé au grand jour. C'est pourtant ce qu'a fait le journaliste belge Pierre Guelff dans son dernier ouvrage. Ceux qui le suivent sur les ondes de la RTBF, où il officie comme chroniqueur, qui lisent ses papiers dans *Ciné-Télé Revue* ou *Soir Mag* ou encore qui ont lu l'un ou l'autre de ses (nombreux) livres savent de lui qu'il est un touche-à-tout. Ici, Pierre Guelff s'aventure

dans un sujet très complexe dans lequel les risques de confusion sont légion. Qu'entendre en effet par «bouddhisme» alors que cette très ancienne tradition présente des visages contradictoires Qu'il y a-t-il de commun entre les discours léniants d'un *Océan de sagesse* et les appels au meurtre lancés par des moines bouddhistes srilankais ou birmans? De même, la franc-maçonnerie offre aussi des réalités très contrastées. De farouches athées y côtoient d'authentiques spirituels...

Une bibliothérapie pour temps de guerre

Delphine Minoui est une journaliste française d'origine iranienne. Longtemps basée à Téhéran, elle a dû se résoudre, sous la pression du régime des mollahs, à quitter ce pays pour le Liban, l'Égypte et ensuite la Turquie. Le Moyen-Orient l'attire comme un aimant, elle en connaît beaucoup de choses qu'elle partage avec les auditeurs des radios publiques françaises et les lecteurs du quotidien *Le Figaro*. Un jour d'octobre 2015, elle découvre sur Internet la photo d'une improbable bibliothèque postée par un jeune Syrien. L'image été prise à Daraya, un faubourg de Damas cerné depuis quatre ans par l'armée du régime de Bachar et qui se meurt lentement, faute de vivres et de soins. Des milliers de livres tapissent les murs de ce qui semble être un bunker transformé en une apparente bibliothèque. Delphine est intriguée. Qui sont ces gens ? De fil en aiguille, au rythme haché des connexions instables, la journaliste apprendra l'histoire de ce quartier rebelle qui a eu très tôt le mauvais goût de s'opposer à l'inhumanité du régime. L'aventure de la bibliothèque cachée de Daraya a débuté

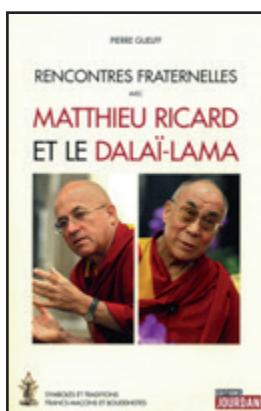
par la découverte de milliers de volumes abandonnés dans les premiers temps du siège. Récupérés, déménagés dans une cave un peu plus sûre, nettoyés, parfois rafistolés, et enfin rangés en bon ordre sur des étagères de fortune, les livres ont pu reprendre leur fonction de fenêtre sur le dehors, sur le monde, sur la vie. Dans cette partie ravagée de la Syrie (les habitants de Daraya seront eux aussi gazés en 2013), lire a eu tout au long de l'existence éphémère de la bibliothèque cachée une fonction littéralement « libératoire ». Le titre unanimement plébiscité par les usagers durant le siège a été *L'Alchimiste* de Paulo Coelho.



Mais tout faisait farine à cet improbable moulin : ouvrages de théologie, poésie arabe, précis d'économie, encyclopédies, romans français... L'histoire finit mal, bien entendu. En août 2016, épuisés et affamés, les derniers résistants acceptent de vider les lieux face à l'armée du régime. Nul doute que les soldats de la 4^e division de Bachar n'ont rien eu de plus pressé que de détruire la bibliothèque cachée – mais publique –, bastion de la liberté intérieure.



Delphine Minoui, « *Les Passeurs de livres de Daraya. Une bibliothèque secrète en Syrie* », Paris, Seuil, 160 pages.
Prix: 16 euros



Il n'y avait peut-être bien qu'une seule voie acceptable: celle de la subjectivité personnelle. L'auteur est tout simplement parti de quelques rencontres qu'il

a faites en tant que journaliste et les a mises en regard de ce que sa longue connaissance personnelle de la réalité maçonnique lui a appris. Le résultat a un petit côté impressionniste qui déroutera peut-être celui qui voudrait connaître le fin mot de cette improbable rencontre. Pierre Guelff n'a pas la prétention d'un doctorant mais il propose tout simplement un témoignage personnel et, surtout, animé par une curiosité dont la bienveillance n'est jamais mise en défaut.



Pierre Guelff, « *Rencontres fraternelles avec Matthieu Ricard et le Dalaï-Lama* », Waterloo, Jourdan, 2017. Prix: 15,90 euros

Dernière Cène

Par Véronique Bergen
Philosophe

La fonte des glaces occasionnerait-elle celle des cerveaux, des affects ? À quels mécanismes rattacher le syndrome dit de l'autruche, le déni, à tout le moins la minoration des effets dévastateurs du réchauffement climatique ? Épargné jusqu'ici, le pôle Sud connaît une accélération de la fonte de sa banquise, rejoignant les records de l'Arctique. L'explosion démographique des *homo sapiens* se paie par l'écocide, l'anéantissement du règne animal et végétal. En bélant que la brave Gaïa pourra nourrir dix milliards d'humains dopés à la consommation intensive, les optimistes bénis précipitent la dernière Cène dans le gouffre. Alors que les ultimes décennies de l'Anthropocène sont comptées, alors qu'en 40 ans, 60 % des espèces animales ont péri au rythme où les humains ont proliféré de façon virale, des gouvernants d'opérette, des lobbys ergotent sur des transitions énergétiques, une diminution des gaz à effets de serre, le point G de la débâcle environnementale, le point médian de l'écriture inclusive, #MeToo, #BalanceTonPorc (et TaTruie?). S'accrochant à la désastreuse division entre luttes sociales et combats écologiques alors que les deux ne font qu'un, les vieux réflexes anthropocentrés hâtent le dernier bal, festival de Cannes de style apocalypse.

Les eaux submergent les îles, les typhons dévastent les côtes lointaines ? On s'en tape, ricanent l'Europe, l'Amérique, l'Asie qui redoublent de frénésie. La mer engloutit les terres basses de l'Europe du Sud, efface la moitié de l'Afrique ? Peu nous chaut, beuglent Wall Street, le FMI en dressant le banquet d'une fête à perpétuité sur une planète agonisante. L'océan Atlantique emporte les ports, les villes côtières ? Affamés, les loups, les éléphants rescapés, les derniers ours polaires déferlent dans les espaces urbanisés ? Pas grave, nous danserons sur les ruines, hurlent les adeptes du transhumanisme, de l'intelligence artificielle. Le jour où des vagues scélérates soufflèrent New York, Londres, Hong Kong, Singapour, une poignée de grosses légumes dériva, accrochée à un glacier. Eux qui avaient mis à l'index le fameux texte de Niemöller firent cruellement l'expérience de sa vérité : le jour où, réagissant aux saccages séculaires, la Terre se redressa contre ses bourreaux, dépêcha marées et tsunamis dignes du Big Bang, il n'y eut plus personne pour venir en aide aux pantins de la troïka. Qui me fait périr périra avec moi, leur balança Gaïa avant de les emporter vingt mille lieues sous les mers. 

Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

Funérailles civiles

de toutes classes et crémation

Chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64

Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Crémations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél: 02 538 15 60
GSM: 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact: Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématiste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Années

Festival, émissions, publication... les bonnes énergies

**Éduquer n°136
vient de paraître.**



dossier:

ON NE NAÎT PAS HOMME, ON LE DEVIENT

Il y a un an, tout juste, nous avions consacré un dossier aux violences éducatives à l'école. Le sujet n'était pas le harcèlement entre élèves (ce à quoi on pense en premier lieu lorsque l'on évoque la violence à l'école) mais plutôt la violence de l'institution scolaire elle-même à l'encontre des jeunes. Si nous avions, à l'époque, pointé du doigt «ce qui ne va pas», ce dossier propose au contraire de mettre l'accent sur des solutions, des alternatives, des initiatives, des «façons de dire», «façons de faire» positives, proposées par des enseignant.e.s et des directions, qui souhaitent inscrire la bienveillance au cœur de leur pratique.

Retrouvez tous nos dossiers, et nos rubriques (actu, histoire, sciences, éducation, l'école ailleurs, coup de crayon, etc.) sur le site:
www.ligue-enseignement.be

ESPACE de Libertés

Éditeur responsable :

Jean De Brueker

Directeur de la publication :

Jean-Pol Hecq

Rédactrice en chef :

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction :

Amélie Dogot

Production :

Fabienne Sergoynne

Illustrations :

Cost

Graphisme :

YEBOgraphics

Imprimeur :

Kliemo

Fondateur :

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 €, Étranger : 32 €
par virement au compte du CAL :
IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236
Boulevard de la Plaine
1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 - Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoynne@laicite.net



Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ

AVRIL 2018

À LA TÉLÉVISION

Libres pensées sur... la politique et la démocratie (10')

Présentation : Catherine Haxhe

Platon a-t-il inventé la démocratie ? L'espoir politique doit-il relier les hommes les uns aux autres pour atteindre un horizon collectif ? Alain Badiou, Tzvetan Todorov, Roger-Pol Droit, Luc Ferry et Stéphane Hessel apporteront leurs réflexions sur la politique et la démocratie.

Date	Heure	Chaine
03/04	En fin de soirée	La Une
09/04	20H00	La Trois

Justice : ses défis face au terrorisme (28')

Présentation : Vinciane Colson

Face à la lutte antiterroriste, la justice a dû évoluer. Avant, elle sanctionnait une faute commise. Aujourd'hui, elle peut sanctionner l'intention de commettre une faute. Nous serions donc entrés dans une justice préventive qui pose question.

Date	Heure	Chaine
08/04	09H20	La Une
14/04	10H30	La Une
18/04	20H00	La Trois

« Rien à faire, rien à perdre » : appréhender la radicalisation via des récits de vie (10')

Présentation : Catherine Haxhe

« RAF, RAP » : c'est le projet d'une sociologue clinicienne autour du radicalisme violent. Elle a donné la parole à des jeunes radicalisés qui ont mis en mots et en images leur histoire. Des récits de vie devenus des supports pédagogiques.

Date	Heure	Chaine
17/04	En fin de soirée	La Une
23/04	20H00	La Trois

L'apostasie, ce tabou (28')

Présentation : Vinciane Colson

On parle régulièrement des jeunes qui se convertissent à l'islam. Mais qu'en est-il de ceux qui décident de le quitter ? Dans certains pays musulmans, les apostats sont persécutés. En Belgique, la question reste taboue aussi. Et les pressions psychologiques sont fortes.

Date	Heure	Chaine
22/04	09H20	La Une
28/04	10H30	La Une
2/05	20H00	La Trois

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H (28')

Marco Cappato, regard sur les combats laïques italiens

Samedi 7 avril

Quid de la citoyenneté à l'heure du numérique ?

Samedi 14 avril

IVG hors Code pénal : les citoyens sont pour

Samedi 21 avril

Laïcité dans la Constitution : on fait le point

Samedi 28 avril

THEATRE DE POCHE

LOVE & MONEY

DE DENNIS KELLY

TRADUCTION DE PHILIPPE LEMOINE, AVEC LA COLLABORATION DE FRANCIS AÏQUI.

DRAMATURGIE : SAMUEL LIMET. MISE EN SCÈNE : JULIEN ROMBAUX. ASSISTÉ DE : ALEXIS GARCIA.

AVEC : SARAH ESPOUR, GWENDOLINE GAUTHIER, SARAH LEFÈVRE, MAGALI PINGLAUT, CÉDRIC COOMANS ET PHILIPPE GRAND'HENRY. SCÉNOGRAPHIE : MARILYNNE GRIMMER. LUMIÈRES : XAVIER LAUWERS.

CRÉATION DE COSTUMES: ANNABELLE LOCKS.

DU 10 AVRIL AU 5 MAI 2018 RESERVATION@POCHE.BE OU 02/649.17.27. POCHE.BE

BOIS DE LA CHAMBRE, 1A, CHEMIN DU DYNIADE, 1080 BRUXELLES. L'ANCHE ÉDITEUR EST ÉDITEUR ET AGENT THÉATRAL DU TEXTE REPRÉSENTÉ WWW.ANCHE-EDITEUR.COM UNE COPRODUCTION DU THÉÂTRE DE POCHE, DU THÉÂTRE DE L'ANCHE ET DE LA MAISON DE LA CULTURE DE TOURNAI. RÉALISÉ AVEC L'AIDE DE LA FÉDÉRATION WALLONNE - BRUXELLES - SERVICE DU THÉÂTRE ET DE SHELTERPRO. TAXISHELTERLINE, ING ET DU TAXI-SHELTER DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL BELGE.



GRAPHIQUE : DAVID WAMBE. LOGO : NOF. DESIGN : RAN. THÉÂTRE DE POCHE, 1080 BRUXELLES. © 2018 DRAMATURGIE : SAMUEL LIMET. MISE EN SCÈNE : JULIEN ROMBAUX. ASSISTÉ DE : ALEXIS GARCIA.